A n n e x e s

A n h a n g

au procès-verbal n° 1

du 16 janvier 2014

zum Stadtratsprotokoll Nr. 1

vom 16. Januar 2014

Annexe n°1

Réponse

au postulat 20130205, Claire Magnin, Groupe les Verts, «Service régional de l'insertion professionnelle sur le modèle du SSIP»

à la motion 20130320, Barbara Chevallier, Groupe socialiste, «Pour une politique d'intégration professionnelle et sociale forte, engagée, stable et durable»

à la motion interpartis 20130351, Stefan Kaufmann, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, Martin Scherrer, Groupe UDC/Les Confédérés, Nathan Güntensperger, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, «Limitation du Service spécialisé de l'insertion professionnelle à une pure fonction de triage»

Les trois interventions contiennent des requêtes relatives au Service spécialisé de l'insertion professionnelle (SSIP) qui se contredisent partiellement. Elles expriment aussi des avis opposés en ce qui concerne les tâches, le financement et l'organisation du SSIP.

Les questions posées dans ces différentes interventions constituent l'objet de projets en cours au sein de la Direction de l'action sociale et de la sécurité, ainsi que de l'Association seeland.biel/bienne. Ces projets déboucheront, d'une part, sur des rapports détaillés et, d'autre part, sur une proposition quant à la suite à donner aux activités du SSIP. Le Conseil municipal pourra certainement soumettre une proposition au printemps 2014. Il présentera ensuite l'affaire au Conseil de ville, sous une forme appropriée, avant les délibérations sur le budget 2015 et, par conséquent, avec les décisions quant aux créations et suppressions de postes, répondant ainsi aux requêtes des présentes interventions parlementaires et en les réalisant dans la mesure du possible.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville de transformer les deux motions en postulat, de regrouper les trois postulats en une seule affaire et de les adopter en tant que tels.

Bienne, le 30 octobre 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexes:
- Postulat 20130205
- Motion 20130320
- Motion interpartis 20130351

Beilage 1

Vorstoss Nr./Motiv. no: 130205
Termin CR/Délai CM: 30.10.2013
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport:

POSTULAT

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Service régional de l'insertion professionnelle sur le modèle du SSIP

Le Conseil municipal est prié de prendre des mesures afin d'activer la régionalisation de l'insertion professionnelle, sur le modèle du SSIP de la ville de Bienne.

L'Association Biel-Bienne-Seeland a mandaté un rapport sur la régionalisation d'un service d'insertion professionnelle sur le modèle du SSIP Biennois. L'étude a montré que le concept biennois est adapté à la région Bienne-Seeland ainsi qu'à la stratégie 2013-2020 du canton concernant l'intégration professionnelle et sociale. La régionalisation de l'insertion professionnelle permettrait un soutien spécialisé aux services sociaux et offrirait une diversification des offres de places d'insertion. Il permet en outre une utilisation plus efficace des finances publiques. Depuis janvier 2012 12 communes des alentours, soit 5 services sociaux se sont affiliés au SSIP de Bienne et ils sont satisfaits de la nouvelle collaboration. De plus, dans ses points forts pour 2012 le Conseil municipal mentionnait la régionalisation de l'offre du Service spécialisé de l'insertion professionnelle.

Claire Magnin
Les Verts Biel-Bienne
16.5.2013

Beilage 2

Direktion Soziales und Sicherheit

Eing. 28. Aug. 2013

Direction de l'action sociale et de la sécurité

Vorstoss Nr./Interv. no: 130320
Termin GR/Délai CM: 11.12.2013
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport: FID

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Motion

Pour une politique d'intégration professionnelle et sociale forte, engagée, stable et durable.

Le conseil municipal de la ville de Bienne est prié de prendre toutes les mesures nécessaires pour que :

1. Le modèle actuel du SSIP qui gère les dossiers des personnes dépendantes de l'aide sociale susceptibles de réintégrer le monde du travail, les accompagne et centralise les offres d'emploi soit maintenu, voire développé et renforcé dans le cas d'une régionalisation.
2. L'intégration ou la réintégration professionnelle et sociale dans le monde actif permettant d'affranchir les personnes financièrement dépendante demeure l'objectif central du SSIP.
3. Le montage financier de ce service soit analysé et revu pour que la transparence des coûts réels (canton – ville de Bienne – communes avoisinantes) soit assurée.
4. La participation financière de la ville de Bienne soit clairement définie et garantie sur une période de quatre ans et que les coûts annuels figurent de manière explicite dans le rapport annuel à destination du Conseil de ville.
5. Une analyse qualitative des mesures d'intégration proposées et des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés, figure également dans le rapport annuel, sous une forme qui permette aux membres du Conseil de ville de comparer année après année la progression du programme.

Depuis octobre 2012, le fonctionnement et le financement du SSIP sont mis en question par le biais d'une interpellation parlementaire et par la presse écrite. Les responsables du service ont été personnellement interpellés et critiqués.Pourtant, le récent rapport de la Haute école d'économie de Lucerne commandité par l'Association seeland.biel/bienne pour savoir s'il est judicieux de régionaliser cette offre démontre la validité de ce modèle ; sont relevés entre autre, la compétence professionnelle du service, la plus grande efficacité des mesures proposées, la qualité du suivi, la flexibilité dans l'accompagnement, l'indépendance vis-à-vis des prestataires d'offres d'emplois qui évite tout conflit d'intérêt. Je cite: „ es gibt keinen Anlass, den Pilotbetrieb abzubrechen und zur alten Regelung zurückzukehren". De plus, la stratégie 2013-2020 du canton de Berne reprend plusieurs éléments du SSIP comme modèle à réaliser.

Ce service spécialisé du département des affaires sociales mis sur pied en 2008 répondait alors et répond toujours aux inquiétudes pressantes concernant l'augmentation drastique des demandes d'aide sociale et en particulier du nombre élevé de jeunes dépendant de l'aide sociale. Leur permettre d'intégrer ou de réintégrer le monde du travail est une priorité absolue, tant il est clair que les coûts d'une personne jeune sans perspective professionnel et dépendante sa vie durant de l'aide sociale sont exorbitants et difficilement supportable pour notre société. A l'heure où la performance financière et l'efficacité guide la politique des entreprises et que les personnes peu ou pas qualifiées sont systématiquement écartées du monde du travail, l'intégration sociale et professionnelle devient le devoir de la communauté. Le parti socialiste demande que le modèle du SSIP développé par les services sociaux soit maintenu et que le montage financier, point faible de la phase pionnière du programme soit analysé et renforcé.

Groupe PS/PSR

Barbara Chevallier

Bienne, le 22.08 2013

Direktion Soziales und Sicherheit
An Sez / DSS
☐ zur Kenntnis
☐ zur Erledigung
☐ zur Stellungnahme bis
☒ Bericht und Antrag z.H. GR bis 1.11.13
Biel, 29.8.13 DSS

Beilage 3

Vorstoss Nr./Interv. no: 130357
Termin GR/Délai CM: 29.1.2014
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport: PRA

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Überparteiliche Motion

Beschränkung der Fachstelle Arbeitsintegration auf eine reine Triagefunktion

Der Gemeinderat reduziert die Stellen in der Fachstelle Arbeitsintegration (FAI) auf max. 400 Stellenprozente (inkl. Controlling). Sie beschränkt den Aufgabenbereich auf eine reine Triagefunktion.

Begründung:

- Ursprünglich wurde die FAI geschaffen, um die Sozialhilfeempfänger und Arbeitslosen einer der bestehenden Institutionen zuzuweisen, welche die Aufgabe haben, diese Menschen wieder in den Arbeitsprozess einzugliedern oder zumindest eine soziale Integration aufrecht zu erhalten.

- Die FAI hat diesen Auftrag offensiv interpretiert, Abklärungs- , Beratungs- und Coachingangebote massiv ausgebaut und wurde so zu einem Mitplayer im Integrationsbereich.

- Heute hat sich die FAI zu einem ineffizienten und viel zu teuren „Moloch" entwickelt, welche Arbeiten übernommen hat, die andere schon länger anbieten. Mit ständigem Ausbau der Abklärungszeit und deren Dolumentierung verdreifachte die Fachstelle ihren Personalbestand und schaffte es im gegenzug nicht mehr, den Anbietern die Plätze zu füllen, welche sie offerierten. Mit undurchsichtigen Finanztransfers haben die Verantwortlichen schliesslich selber die Übersicht verloren, wie viel Ihre Dienste die Stadt kosten. Das ist weder zielführend noch ressourcenschonend.

- Deshalb soll die Fachstelle wieder die ursprünglich ihr zugedachte Rolle, nämlich die Zuweisung der Sozialhilfeempfänger in entsprechende Angebote, wahrnehmen. Dies sollte mit den ursprünglich vier Stellen zu schaffen sein.

Fraktion FDP, PRR, EVP/EDU | Fraktion SVP | Fraktion GLP | Fraktion BVP/BDP/CVP

Annexe n° 2

Beantwortung

des Postulats 20130322, Reto Gugger, Fraktion BVP/CVP/BDP, «Wiederbelebung des Vorschlagswesens»

Das Postulat fordert den Gemeinderat auf, Artikel 44 bis 46 der Personalverordnung (SGR 153.013) über das Vorschlagswesen abzuändern, in welchen die Bearbeitung von Vorschlägen durch Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer der Stadtverwaltung definiert ist. Gleichzeitig fordert der Verfasser, dass das Vorschlagswesen auch für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Bieler Verwaltung wiederbelebt wird.

Der Gemeinderat erklärt sich bereit, das Postulat zu prüfen und schlägt vor, die Frage des Vorschlagswesens im Rahmen der für 2015 vorgesehenen Revision des Personalreglements und der Personalverordnung zu behandeln.

Im Sinne dieser Ausführungen empfiehlt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20130322 erheblich zu erklären.

Biel, 6. November 2013

Im Namen des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Postulat 20130322

Vorstoss Nr./Interv. no: 130322
Termin GR/Délai CM: 11.12.2013
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Coranport:

BVP / PPB CVP / PDC BDP / PBD

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Postulat

Wiederbelebung des Vorschlagswesens

Um vom grossen Wissen der Angestellten der Stadt Biel stärker profitieren zu können, wird der Gemeinderat der Stadt Biel darum ersucht, das in der Personalverordnung verankerte Vorschlagswesen (Art. 44 - Art. 46) zu überarbeiten und den städtischen Angestellten in geeigneter Form besser bekannt zu machen. Heute haben zu wenig Angestellte Kenntnis von dieser Möglichkeit. Das Vorschlagswesen wird daher kaum genutzt. Viele berechtigte und interessante Vorschläge der Angestellten zur Effizienzsteigerung oder Kosteneinsparungen werden nie wahrgenommen.

Das Vorschlagswesen sollte neu nach Möglichkeit folgende Prinzipien berücksichtigen:

- Umgehende Anonymisierung der Vorschläge durch das Personalamt direkt nach deren Eingang
- Rückmeldung an die Einreicher nach abschliessender Beurteilung der Vorschläge
- Öffentliche Bekanntmachung besonders guter/zielführender Vorschläge
- Jährliche Berichterstattung des Personalamts an den Gemeinde- und Stadtrat über die eingegangenen und umgesetzten Vorschläge, inklusive Angabe der daraus resultierenden Einsparungen

Biel, 22. August 2013

Reto Gugger

F. Schor

F. Moli

Fr. Thomke

Alain Pichard

Annexe n°3

Réponse

au postulat interpartis 20130272, Béatrice Sermet-Nicolet, PSR (Groupe Culture du Conseil de ville), «Sponsoring des activités culturelles et sportives»

Par le biais du présent postulat interpartis, le Conseil municipal, d'entente avec le Marketing de la Ville, le Service de la culture et le Service des sports, est prié d'entreprendre des démarches auprès des entreprises de la région en vue d'établir une forme de partenariat pour le financement des institutions et manifestations culturelles ou sportives (sponsoring). La Promotion économique du Canton de Berne peut être associée à ces démarches. Cette requête est motivée par le fait que les institutions culturelles ou sportives de notre région qui demandent un soutien financier aux entreprises ne sont pas ou que très peu entendues, par rapport aux grands organisateurs de manifestations.

Avis du Conseil municipal
Le Conseil municipal est conscient de la valeur d'une offre culturelle et sportive variée pour la population de Bienne et de sa région. En conséquence, le Service de la culture, le Service des sports et le Marketing de la Ville disposent d'outils divers pour soutenir les manifestations ou institutions culturelles et sportives à Bienne. Le Conseil municipal estime toutefois qu'il n'appartient pas aux pouvoirs publics de faciliter l'accès des institutions culturelles et sportives aux grandes entreprises locales. Il ne leur revient pas non plus de décider quelles institutions ou manifestations devraient pouvoir ou non profiter de cette aide. C'est la tâche de chaque institution de se positionner vis-à-vis des sponsors et de les convaincre. Divers organisateurs de manifestations locales ont prouvé que c'était possible: le Biennathlon, les X-Days ou le Festival du Film Français d'Helvétie. Dans le domaine de la culture, les acteurs et les organisateurs qui demandent des moyens financiers doivent donner la preuve qu'ils recherchent activement des fonds de tiers pour pouvoir obtenir le soutien de la Ville de Bienne.

Il faut aussi relever que les autorités biennoises exercent une fonction souveraine vis-à-vis des entreprises, p. ex. dans le cadre des procédures d'octroi de permis de construire ou de projets de promotion économique. Cette fonction est incompatible avec le fait que la Ville puisse jouer le rôle de «solliciteuse» auprès des entreprises en faveur des manifestations culturelles ou sportives.

Au vu de la situation financière très précaire de la Ville de Bienne, la création d'une nouvelle source de soutien financier – comme proposé par le postulat au sens d'un «partenariat de financement» – est exclue. Une collaboration avec la Promotion économique du Canton de Berne, qui s'efforce effectivement d'apporter un soutien financier aux événements sportifs et culturels importants dans le canton, peut être envisagée. Elle est déjà effective selon la situation et en fonction des projets, p. ex. lors de la candidature commune de la Ville de Bienne et du Canton de Berne en vue de l'organisation des championnats d'Europe de beachvolley en 2016 à Bienne, ce qui a porté ses fruits.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville de rejeter le postulat 20130272.

Bienne, le 30 octobre 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:

Erich Fehr

La chancelière municipale:

Barbara Labbé

Annexe: postulat 20130272

Vorstoss-Nr.: 130272
Termin: 20.11.2013
Direktion: PRA
Mitbericht/Korreferat: BKS

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Postulat interpartis / Groupe Culture du Conseil de ville

Sponsoring des activités culturelles et sportives

Le Conseil municipal, d'entente avec Service du Marketing de la Ville de Bienne, le Service de la culture et le Service des sports, est prié d'entreprendre des démarches auprès des entreprises de la région en vue d'établir une forme de partenariat de financement des institutions et manifestations culturelles ou sportives (sponsoring). La Promotion économique du canton de Berne peut être associée à ces démarches.

Argumentaire

La culture, comme le sport, a besoin du soutien des entreprises afin de mener à bien sa tâche. Or, lorsque les institutions culturelles ou sportives de notre région s'approchent individuellement des grandes entreprises afin de leur demander un soutien financier, même modeste, elles ne sont pas entendues, car elles n'entrent pas dans la ligne de sponsoring des grandes sociétés implantées sur notre territoire.

Le personnel de ces entreprises est constitué de citoyennes et de citoyens de notre région pour la plupart, de personnes qualifiées, qu'elles occupent des postes subalternes ou des postes à responsabilité, et qui, en-dehors de leur temps de travail, souhaitent avoir accès à des activités culturelles et/ou sportives. Or, la Ville se doit d'offrir, dans l'esprit d'un service public, une variété d'activités afin qu'elle conserve l'attractivité qui lui permettra de se développer, cela aussi dans l'intérêt de ces grandes entreprises qui recrutent leur personnel sur l'ensemble du territoire suisse, voire au-delà. Par conséquent, une participation financière des grandes sociétés, sous forme de sponsoring aux activités culturelles et sportives, qui pourrait prendre la forme d'un partenariat à définir, serait également dans l'intérêt des milieux industriels et économiques. Sachant que le sponsoring est un outil permettant à une société de se différencier de ses concurrents dans sa communication, il contribue à lui donner une image positive, même s'il soutient les activités culturelles et sportives locales.

Dans cet esprit, le groupe « culture » demande au Conseil municipal d'entreprendre des démarche auprès des grandes sociétés de notre région afin de faire valoir la qualité des offres culturelles et sportives et de les inviter à intégrer celles-ci dans leur programme de sponsoring en leur présentant les possibilités et avantages d'un sponsoring local.

En outre, un soutien de la Ville de Bienne (Service de la culture et/ou Service des sports) aux institutions qui sont à la recherche de sponsors serait également un soutien efficace et bienvenu.

Toutes ces démarches rencontreraient, à n'en pas douter, un succès plus grand si elles se faisaient de concert avec la Promotion économique du canton de Berne. Au moment où la révision de la Loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC) entrera en vigueur, les autorités cantonales ne manqueront pas d'y être intéressées.

Bienne, le 27 juin 2013

no. 1

Urs Brassel (FDP) — Lena Frank (Grüne) — Roland Gurtner (PAS) — Werner Hadorn (SP)

Alain Nicati (PRR) — Maurice Paronitti (PRR) — Max Wiher (GLP) — Béatrice Sermet

Nicolet (PSR)

Annexe n°4

Beantwortung

des Postulats 20130208, Dana Augsburger-Brom, Fraktion SP, „Evaluation über rückläufige Zahlen bei Steuereinnahmen"

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat aufgefordert, nach den tatsächlichen Ursachen zu forschen, wieso trotz steigenden Einwohnerzahlen stagnierende bis sinkende Steuereinnahmen zu verzeichnen sind. Das Resultat der Abklärungen soll dazu dienen dem Negativtrend auf effektive Art und Weise entgegenzuhalten.

In diesem Zusammenhang werden dem Gemeinderat 5 Fragen gestellt:

1. *Aufzeigen, wie hoch die Steuereinnahmen bei den natürlichen Personen im 2012 gewesen wären, wenn bei konstanter Bevölkerung wie im Jahre 2002 und stabilen steuerbaren Einkommen die gleichen Steuertarife, -sätze und –abzüge wie damals gegolten hätten.*

   Bei unveränderten Veranlagungs- und Berechnungsgrundlagen im Rechnungsjahr 2012 wie im Rechnungsjahr 2002 und bei gleichbleibender Anzahl von steuerpflichtigen Personen verändert sich das Steuersubstrat 2012 gegenüber 2002 nicht. Es kann jedoch die Differenz zwischen dem effektiven Steuerertrag 2012 bei einer wesentlich höheren Anzahl von Steuerpflichtigen gegenüber 2002 aufgezeigt werden.

Rechnungsjahr	Anzahl natürliche Personen	Steuerertrag
2002 (gem. Rechnung)	33'265	84'958'713
2012	33'265	84'958'713
2012 (gem. Rechnung)	38'477	81'748'366

2. *Aufzeigen, wie hoch die Steuereinnahmen bei natürlichen Personen im Jahr 2012 gegenüber dem Jahr 2002 bei unveränderten Steuertarifen, -sätzen und –abzügen hätten sein müssen, wenn man den Bevölkerungszuwachs berücksichtigt und von einem stabilen durchschnittlichen steuerbaren Einkommen ausgeht.*

   Da es aus technischen Gründen nicht möglich ist die Verschiebungen innerhalb von den Einkommenskategorien in den Berechnungen zu berücksichtigen, muss die lineare Berechnungsmethode angewendet werden, die keine exakte Ermittlung des Steuerertrags ermöglicht.

Rechnungsjahr	Anzahl natürliche Personen	Steuerertrag
2002 (gem. Rechnung)	33'265	84'958'713
2012 (gem. Rechnung)	38'477	81'748'366

   Bevölkerungsstand 2012, bei gleichen Veranlagungs- und Berechnungsgrundlagen wie 2002 (lineare Berechnungsmethode):

Rechnungsjahr	Anzahl natürliche Personen	Steuerertrag
2012	38'477	98'269'873

3. *Aufzeigen, wie hoch die Steuereinnahmen bei den juristischen Personen im Jahr 2012 hätten sein müssen, wenn gegenüber dem Jahr 2002 keine Entlastungsmassnahmen - insbesondere Unternehmenssteuerreform 2 – erfolgt wären.*

   Die gesetzlichen Veränderungen bei den juristischen Personen zwischen 2002 – 2012 haben keinen grossen Einfluss auf die Entwicklung des Steuersubstrats. Die Auswirkungen der Unternehmenssteuerreform II betreffen in erster Linie die natürlichen Personen (Aktionäre mit qualifizierter Beteiligung). Der durch die Unternehmenssteuerreform II verursachte Steuerausfall bei den natürlichen Personen kann auf CHF 1,5 Mio. geschätzt werden.

   Einzige kalkulierbare Auswirkung der Unternehmenssteuerreform II auf den Steuerertrag der juristischen Personen ist die Anrechnung der Gewinn- an die Kapitalsteuer, welche einen Steuerausfall von ca. CHF 900'000 zur Folge hat.

4. *Aufzeigen, welche weiteren Einnahmeausfälle bei den Steuererträgen der natürlichen und juristischen Personen aufgrund bereits beschlossener oder geplanter Gesetzesänderungen drohen.*

   Zurzeit droht dem Steuerertrag der juristischen Personen Gefahr durch die Unternehmenssteuerreform III. Der Bundesrat hat im Mai 2013 unter dem Titel „Massnahmen zur Stärkung der steuerlichen Wettbewerbsfähigkeit" (Unternehmenssteuerreform III) einen Zwischenbericht des Steuerungsorgans zuhanden des Eidgenössischen Finanzdepartements EFD veröffentlicht. Gestützt auf diesen Bericht konnte für die Stadt Biel ein drohender Steuerausfall bei den juristischen Personen von ca. CHF 15 Mio. berechnet werden.

   Bei den natürlichen Personen liegen momentan keine berechenbaren weiteren Entlastungsmassnahmen vor.

5. *Dem Stadtrat einen Bericht über die Evaluationsergebnisse vorzulegen*

   Über den Zeitraum von 2002 bis 2012 sind durch gesetzliche Steuersenkungsmassnahmen und Anlagesenkungen durch Bund, Kanton und Gemeinde der Stadt Biel insgesamt Steuererträge im Umfang von rund CHF 14.4 Mio. entgangen.

   Diese verteilen sich wie folgt:

Bei den natürlichen Personen	CHF 13'500'000
Bei den juristischen Personen	CHF 900'000
Total kalkulatorischer Minderertrag	CHF 14'400'000

Aus der Beantwortung der vorangehenden Fragen ist deutlich erkennbar, dass die seit 2002 entstandenen Steuerausfälle bedeutend sind. Es geht auch klar hervor, dass durch die übergeordneten gesetzlichen Massnahmen, welche in den letzten Jahren umgesetzt werden mussten, ein Wachstum des Steuerertrags verhindert wurde. Es handelt sich hierbei um grundsätzlich auf Bundes- und/oder kantonaler Ebene beschlossene Massnahmen, welche von der Stadt Biel nicht beeinflusst werden können. An dieser Stelle ist jedoch zu erwähnen, dass in der Stadt Biel im Jahre 2009 eine Senkung der Steueranlage von 1.58 auf 1.53 stattgefunden hat, welche einer Reduktion des Steuerertrages von insgesamt CHF 3 Mio. entspricht.

Im Rahmen ihrer gesetzlichen Möglichkeiten widersetzt sich jedoch die Stadt Biel seit Jahren den auf übergeordneter gesetzlicher Ebene beschlossenen Steuersenkungsmassnahmen. Im Kampf gegen die dramatischen Auswirkungen der bevorstehenden Unternehmenssteuerreform III unterstützt der Gemeinderat auch aktiv die Bemühungen des Schweizerischen Städteverbandes. Insbesondere wird gefordert, dass verbunden mit einer Umsetzung der Unternehmenssteuerreform III auf Bundesebene die Basis für eine Kompensation der Steuerausfälle direkt auf kommunaler Ebene geschaffen wird.

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 30. Oktober 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:
Barbara Labbé

Beilage: Postulat 20130208

Vorstoss Nr./Interv. no: 130708
Termin GR/Délai CM: 30.10.2013
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Postulat „Evaluation über rückläufige Zahlen bei Steuereinnahmen"

Der Gemeinderat wird gebeten,

1. Aufzuzeigen, wie hoch die Steuereinnahmen bei den natürlichen Personen im 2012 gewesen wären, wenn bei konstanter Bevölkerung wie im Jahr 2002 und stabilen steuerbaren Einkommen die gleichen Steuertarife, -sätze und -abzüge wie damals gegolten hätten.

2. Aufzuzeigen, wie hoch die Steuereinnahmen bei natürlichen Personen im Jahr 2012 gegenüber dem Jahr 2002 bei unveränderten Steuertarifen, -sätzen und -abzügen hätten sein müssen, wenn man den Bevölkerungszuwachs berücksichtigt und von einem stabilen durchschnittlichen steuerbaren Einkommen ausgeht.

3. Aufzuzeigen, wie hoch die Steuereinnahmen bei den juristischen Personen im Jahr 2012 hätten sein müssen, wenn gegenüber dem Jahr 2002 keine Entlastungsmassnahmen - insbesondere Unternehmenssteuerreform 2 - erfolgt wären.

4. Aufzuzeigen, welche weiteren Einnahmenausfälle bei den Steuererträgen der natürlichen und juristischen Personen aufgrund bereits beschlossener oder geplanter Gesetzesänderungen drohen.

5. Dem Stadtrat einen Bericht über die Evaluationsergebnisse vorzulegen.

Begründung:

Die Steuereinnahmen der Stadt Biel sind seit mehreren Jahren rückläufig. Unerfreulich ist insbesondere, dass eine steigende Anzahl von Bewohnerinnen und Bewohnern, welche naturgemäss mehr Leistungen beanspruchen, nicht zu höheren Steuereinnahmen führt. Die sich hier öffnende Schere ist eine Gefahr für die Leistungsfähigkeit unseres Gemeinwesens.

Einzig mit Sparmassnahmen auf die sinkenden Steuereinnahmen zu reagieren wäre gefährlich, weil dies wichtige und nachhaltige Investitionen gefährdet. Die Suche nach zusätzlichen Einnahmen für die Stadtkasse erweist sich als sehr schwierig und trotz positiven Ergebnissen können hier nicht genügend Mittel generiert werden. Wichtig und ausschlaggebend wäre es, nach den tatsächlichen Ursachen zu forschen, um diesem Trend auf eine effektive Art und Weise entgegenhalten zu können.

Biel, 16. Mai 2013

Dana Augsburger-Brom,
Fraktion SP / PSR

13

Annexe n°5

Beantwortung

der Interpellation 20130210, Markus Habegger, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, "Aushub Kongresshaus-Parkplatz"

Der Gemeinderat kann die Fragen der Interpellation wie folgt beantworten:

1. *Wurden die Arbeiten von der Stadt Biel an Ort begeleitet und beaufsichtigt?*

Die Altlastenentsorgung auf dem Gaswerkareal wird von der Abteilung Infrastruktur, Dienststelle Tiefbau, geleitet. Die örtliche Bauleitung wurde an ein für die abfallrechtliche Begleitung der Aushubarbeiten spezialisiertes Büro vergeben.

Diese Begleitung richtet sich nach einem detaillierten Sanierungsprojekt, welches vom kantonalen Amt für Wasser und Abfall bewilligt wurde. Die örtliche Bauleitung nimmt ihre Aufgaben gemäss einem detaillierten Arbeitsbeschrieb wahr und vertritt die Stadt Biel täglich auf der Baustelle. Die Abteilung Infrastruktur war und ist zu jeder Zeit detailliert über alle Geschehnisse auf der Aushubstelle informiert.

2. *Wie gedenkt der Gemeinderat diese Mehrkosten zu bezahlen?*

Die Direktion Bau, Energie und Umwelt hat zusammen mit der Finanzdirektion zuhanden des Gemeinderats Vorschläge für die Finanzierung der Mehrkosten ausgearbeitet. Mit folgenden Massnahmen können ein Teil der Mehrkosten finanziert werden:

- Die Parking AG übernimmt die Ohnehinkosten von CHF 2,0 Mio. und finanziert damit die Altlastensanierung im Bereich des Parkings mit. Bei den Ohnehinkosten handelt es sich um Kosten, die dem Bauherrn für den hypothetischen Baugrubenaushub und die Entsorgung von unverschmutztem Aushubmaterial ohnehin entstanden wären. Die Parking AG ihrerseits kann durch ein finanziell günstigeres Provisorium der Oberfläche im Bereich des geplanten Verwaltungsgebäudes einen Teil dieses Betrages kompensieren.
- Eine Überarbeitung der Oberflächengestaltung Platz (Esplanade Kongresshaus) und Park (Esplanade Laure Wyss) wurde in Auftrag gegeben. Mit den Projektverantwortlichen für die Oberflächengestaltung von Platz und Park fand eine Besprechung zwecks einer Reduktion der Kosten statt. Der Gemeinderat verlangt, dass geprüft wird, wie und mit welchen Projektanpassungen Einsparungen in der Grössenordnung von CHF 3,0 Mio. möglich sind.
- Durch den damaligen Verzicht auf provisorische Parkplätze, die als Ersatzmassnahme für das aufgehobene Parking Kongresshaus I geplant waren, ergeben sich gegenüber dem bewilligten Kredit Einsparungen von zirka CHF 0,3 Mio.
- Das vorzeitige Realisieren der Untergeschosse durch die Alpine Finanz AG wird geprüft. Mit der Alpine Finanz AG wurden Gespräche über eine vorzeitige Realisierung der Untergeschosse geführt. Bedingt durch den von der Stadt erstellten Baugrubenabschluss für die Altlastensanierung müsste die Alpine Finanz AG für ihre Bauten keinen Baugrubenabschluss mit der gesamten Wasserhaltung mehr erstellen. Die Stadt Biel könnte dabei einen Teil der Erstellungskosten des Baugrubenabschlusses an die Alpine Finanz AG weiter verrechnen. Eine Beteiligung der Alpine Finanz AG an der bereits erstellten Baugrube und die Realisierungszusage für die Untergeschosse sind aber im Moment noch offen.

- Bei einer vorzeitigen Realisierung der Untergeschosse durch die Alpine Finanz AG könnten zusätzlich noch Einsparungen bei der Auffüllung der Baugrube gemacht werden. Die Einsparungsmöglichkeiten belaufen sich auf zirka CHF 0,15 Mio.
- Eine Abgabe im Baurecht des Grundstückes, auf dem das Verwaltungsgebäude geplant ist, wird geprüft.

Wie der Rest der anfallenden Mehrkosten finanziert werden soll – insbesondere im Falle, wo die Alpine Finanz AG sich nicht beteiligt – ist noch nicht bekannt, es wird aber intensiv nach weiteren Lösungen gesucht.

3. *Wurden bei der Projekteröffnung im Stadtrat kritische Voten zu diesem Projekt gesprochen?*

Zum Zeitpunkt der Stadtratsitzung war das Gaswerkareal nach der Altlastenverordnung nicht sanierungsbedürftig, da das für die Beurteilung massgebliche Schutzgut Grundwasser keine gravierenden Belastungen aufwies. Nach der Altlastenverordnung darf der Standort jedoch nur überbaut werden, wenn eine allfällige spätere Sanierung durch den Bau des Parkings nicht wesentlich erschwert oder der Standort im Rahmen des Bauvorhabens saniert wird. Für den Parkingneubau bedeutet dies, dass Material, dessen Belastung die Inertstoff-Kriterien *(als chemisch* ***inert*** *[lateinisch für „untätig, unbeteiligt, träge"] bezeichnet man Substanzen, die unter den jeweilig gegebenen Bedingungen mit potentiellen Reaktionspartnern [etwa Luft, Wasser, Edukte und Produkte einer Reaktion] nicht oder nur in verschwindend geringem Masse reagieren)* gemäss der Technischen Verordnung über Abfälle überschreitet, ausgehoben und gesetzeskonform entsorgt werden muss.

Die anwesenden Stadträte waren sich einig in diesem Punkt. Auch wenn auf der Esplanade selber nicht gebaut wird, die Altlastensanierung musste erfolgen. An der Stadtratssitzung wurde gesagt und auch in der Botschaft an das Volk und im Stadtratsprotokoll festgehalten, dass es tatsächlich bis zu einem bestimmten Grad ungewiss sei, wie weitreichend die Sanierung der Altlasten sein werde. Auf die Unsicherheiten im Zusammenhang mit der Kostenschätzung wurde ohne Beschönigungen hingewiesen. Es wurde – auch zuhanden des Volkes – unmissverständlich darauf hingewiesen, dass je nach vorgefundenen Altlasten im Untergrund die Kosten für deren Beseitigung erheblich höher ausfallen könnten als der beantragte Kredit. In der Stadtratsdebatte wurde diese Aussage mehrmals angesprochen. Es wurde ebenfalls nochmals betont, dass trotz dieser Unsicherheit eine Sanierung zum heutigen Zeitpunkt erfolgen müsse. Der Stadtrat hat deshalb in voller Kenntnis der Tatsache entschieden, dass der Kredit von CHF 8,0 Mio. unter Umständen bei weitem nicht ausreichen könnte. Gestützt auf die damalige Daten- und Faktenlage mussten aber weder der Gemeinderat noch der Stadtrat damit rechen, dass ein solches Szenario Realität würde. Angesichts der damaligen Debatte kann jedoch festgestellt werden, dass dies von den zuständigen Behörden zumindest in Kauf genommen worden war.

Daraus folgt auch klar, dass die nun angefallenen Zusatzkosten gebunden sind und deren Genehmigung deshalb in die Kompetenz des Gemeinderates fielen. Hingegen war der seinerzeitige Kredit für die Altlastensanierung zu Recht dem Stadtrat und den Stimmberechtigten vorgelegt worden, da es sich um Bauherrenaltlasten handelt und das Areal vor dem Aushub nicht sanierungspflichtig war.

4. Wer trägt die Verantwortung?

Vor diesem Hintergrund stellt sich die Frage nach der Verantwortung gar nicht in dem Sinne, wie sie von Interpellanten formuliert wurde. In der Stadtratsdebatte wurde festgehalten, dass sämtliche vom Gesetz (namentlich Umweltschutzgesetz des Bundes) und den zuständigen kantonalen Stellen verlangten Abklärungen und Dokumente (namentlich ein umfassendes Sanierungskonzept) erarbeitet waren und die Entscheidgrundlage für den Kreditbeschluss bildeten. Diese Unterlagen konnten vom Stadtrat eingesehen werden. Es wurde denn auch vom Stadtrat selbst festgestellt, dass diese Unterlagen und Abklärungen mit Unsicherheiten behaftet sind, welche erst im Zuge der Aushub- und Sanierungsarbeiten näher geklärt werden und zu erheblichen Mehrkosten führen könnten. Mithin hat der Stadtrat die Verantwortung dafür übernommen, dass auch ein solches Szenario sich verwirklichen könnte. Diese Möglichkeit war nie verschwiegen worden, auch wenn sie beim damaligen Kenntnisstand unwahrscheinlich war.

Die Firma Geotest AG wurde noch vor den Sommerferien 2013 mit der Ausarbeitung einer Zweitmeinung zum Triage- und Entsorgungskonzept sowie des Kostenvoranschlages beauftragt. Mit Datum vom 2. September 2013 lag der entsprechende Bericht vor.

Dieser Bericht kommt im Wesentlichen zu den gleichen Schlüssen wie die vorher gemachten Untersuchungen und bestätigte auch die Richtigkeit der bisherigen Arbeiten. Der in der Zweitmeinung erwähnte generelle Bauablauf entspricht im Wesentlichen dem effektiven Bauablauf seit Beginn der Arbeiten bis heute.

Es wurde also in allen Phasen und von allen Beteiligten nach bestem Wissen und Gewissen gearbeitet, es kann deshalb niemand zur Verantwortung gezogen werden für die Kostenüberschreitungen.

Biel, 30. Oktober 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:
Barbara Labbé

Beilage: Interpellation 20130210

Vorstoss Nr./Interv. no: 130210
Termin GR/Délai CM: 30.10.2013
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Corapport: FID/PRA/STK

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

INTERPELLATION

15.05.2013

Aushub Kongresshaus-Parkplatz

Wie wir aus dem des Bieler Tagblatt erfahren haben, werden die Kosten für die Aushub-Arbeiten wegen den kontaminierten Materialien, um ein vielfaches teurer (CHF 10 Millionen) als wie im Projekt dem Stadtrat & dem Stimmbürger gegenüber unterbreitet wurde.

Wurden diese Arbeiten von der Stadt Biel an Ort begleitet und beaufsichtigt?

Wie gedenkt der Gemeinderat diese Mehrkosten zu bezahlen?

Wurden bei Projekteröffnung im Stadtrat kritische Voten zu diesem Projekt gesprochen?

Wer trägt die Verantwortung?

Fraktion SVP Biel

Markus Habegger

17

Annexe n° 6

Beantwortung

der überparteilichen Interpellation 20130206, Max Wiher, GLP, Andreas Bösch, Grüne, Urs Brassel, FDP, Dana Augsburger-Brom, SP, "Zukunft der Barbarie"

Der Gemeinderat kann die Fragen der Interpellation wie folgt beantworten:

1. *Ist es möglich, dass die bestehende Wiese, worauf die Barbarie bisher stattfand, überbaut wird, bevor die neue Grünfläche hinter dem Gaskessel für die Barbarie zur Verfügung steht?*

Die Wiese, auf der die Barbarie stattfindet, soll in unmittelbarer Zukunft überbaut werden. Die Investoren planen, nachdem der Architekturwettbewerb "Esplanade Nord" abgeschlossen worden ist, ihre Bauprojekte zur Baureife weiter zu entwickeln und im Jahr 2014 mit der Realisierung zu beginnen.

Zum heutigen Zeitpunkt darf davon ausgegangen werden, dass die Barbarie im Jahr 2014 wahrscheinlich noch an ihrem gewohnten Standort durchgeführt werden kann. Sollte der Realisierungsbeginn schon früher erfolgen, kann eine Teilfläche des aktuellen Parkings Kongresshaus II für die Barbarie zur Verfügung gestellt werden.

2. *Beträgt der Rückstand des Esplanade-Bauprogramms 8 Monate oder inzwischen noch mehr?*

Der Rückstand des Esplanade-Bauprogramms beträgt noch immer acht Monate.

3. *Erneuert der Gemeinderat seine Abmachungen vom 3. Juli 2008 und 3. November 2009, dass die Barbarie weiterhin und ohne Unterbruch beim Gaskessel (entweder auf der bisherigen Wiese oder auf der neuen Grünfläche der Esplanade) stattfinden kann?*

Der Gemeinderat steht grundsätzlich nach wie vor zu diesen Abmachungen. Da der Park der Esplanade (Esplanade Laure Wyss) aber – nicht zuletzt bedingt durch die Verzögerungen durch die Altlastensanierung – erst ab dem Jahr 2016 realisiert wird, muss für die Barbarie für zwei oder drei Jahre ein anderer Ort im Umkreis des Gaskessels gefunden werden.

4. *Stellt die Stadt Biel der Barbarie während dieser Zeit eine andere, geeignete Fläche zur Verfügung?*

Ja.

5. *Welche?*

Die Stadt stellt der Barbarie, eventuell bereits im Jahr 2014, sicher aber im Jahr 2015, eine Teilfläche des aktuellen Parkings Kongresshaus II für die Barbarie zur Verfügung. Im Jahr

2016 wird es – je nach Baufortschritt – wahrscheinlich möglich sein, einen Teilbereich auf dem neu erstellten Platz der Esplanade (Esplanade Kongresshaus) zur Verfügung zu stellen.

6. Von wann bis wann würde diese Übergangslösung gelten?

Für die Barbarie stehen in den nächsten Jahren folgende Standorte zur Verfügung:

2014:	Entweder die bestehende Wiese wie anhin, oder eine Teilfläche des Parkings Kongresshaus II.
2015:	Eine Teilfläche des Parkings Kongresshaus II.
2016:	Entweder eine Teilfläche auf dem Platz Esplanade (Esplanade Kongresshaus), oder eine Teilfläche des Parkings Kongresshaus II.
Ab 2017:	Park Esplanade (Esplanade Laure Wyss).

Biel, 23. Oktober 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:
Barbara Labbé

Beilage: Interpellation 20130206

Vorstoss Nr./Interv. no: 130206
Termin GR/Délai CM: 30.10.2013
Direktion/Direction: BEU
Mitbericht/Corapport: PRA
Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Überparteiliche Interpellation

Zukunft der Barbarie

Wir sind wegen der Bauverzögerung des Esplanadegeländes besorgt über die Zunkuft des Festivals Barbarie und stellen deshalb dem Gemeinderat folgende Fragen:

1. Ist es möglich, dass die bestehende Wiese, worauf die Barbarie bisher stattfand, überbaut wird, bevor die neue Grünfläche hinter dem Gaskessel für die Barbarie zur Verfügung steht?
2. Beträgt der Rückstand des Esplanade-Baupauprogramms 8 Monate oder inzwischen noch mehr?
3. Erneuert der Gemeinderat seine Abmachung vom 3.7.2008 und 3.11.2009, dass die Barbarie weiterhin und ohne Unterbruch beim Gaskessel (entweder auf der bisherigen Wiese oder auf der neuen Grünfläche der Esplanade) stattfinden kann?

Falls die Frage 3 mit nein beantwortet wird:

4. Stellt die Stadt der Barbarie während dieser Zeit eine andere, geeignete Fläche zur Verfügung?

Falls die Frage 4 mit ja beantwortet wird:

5. Welche?
6. Von wann bis wann würde diese Übergangslösung gelten?

Begründung:

Die Stadt (vertreten durch die Herren Stöckli und Kuonen) hat an den BV-Sitzungen vom 3.7.2008 und 3.11.2009 versichert, dass die Barbarie weiterhin und ohne Unterbruch hinter dem Gaskessel, entweder auf der bestehenden Wiese oder auf der neuen Grünfläche der Esplanade, statt finden kann.

Aufgrund der Verspätung bei der Esplanade-Oberflächengestaltung könnte es aber sehr knapp werden, dass die neue Esplanade-Grünfläche fertig wird, bevor die bestehende Wiese überbaut wird.

Biel, 16. Mai 2013.

Max Wiher
glp

Andrea Bösch
Grüne

Urs Brassel
FDP

Dana Augsburger-Brom
SP

Annexe n°7

Beantwortung

der Interpellation 20130238, Werner Hadorn, Fraktion SP, "Jahresrechnungen MÜVE"

Der Gemeinderat kann die Fragen der Interpellation wie folgt beantworten:

1. *Wie stellt er (der Gemeinderat) sich zur Finanzlage der MÜVE? Soll die MÜVE ein gewinnorientiertes Unternehmen sein oder soll die Dienstleistung und der bestmögliche Service Public an oberster Stelle stehen?*

Sowohl der Gemeinderat, wie auch der Verwaltungsrat der MÜVE Biel-Seeland AG, erachten die aktuelle Finanzlage der MÜVE als erfreulich. Es kann festgestellt werden, dass Finanzanlagen von CHF 67 Mio. bestehen, dass das Anlagevermögen vollständig abgeschrieben ist, dass praktisch kein Fremdkapital besteht und die Rückstellungen und das Eigenkapital gut dotiert sind.

Der Gemeinderat erachtet es als Aufgabe der MÜVE, die in der Region anfallenden Siedlungsabfälle entsprechend den gesetzlichen Vorschriften und möglichst umweltfreundlich zu verwerten, sowie die beim Verbrennungsprozess entstehende Energie zu nutzen. Die bei der Erfüllung der Aufgabe anfallenden Kosten sind tief zu halten, sind über Gebühren zu decken und sind möglichst verursachergerecht an die Verursacherinnen und Verursacher zu überwälzen.

Als Quasi-Monopolbetrieb erfüllt die MÜVE eine Aufgabe des Service Public, legt Wert auf eine gute und kostengünstige Dienstleistung und ist nicht gewinnorientiert.

2. *Verfügt die MÜVE nicht über zu viel nicht betriebsnotwendiges Kapital?*

Mit den vorhandenen Finanzanlagen verfügt die MÜVE zwar über ansehnliche flüssige Mittel, welche nicht kurz- bis mittelfristig benötigt werden.

Der Gemeinderat geht – basierend auf Investitionen bei Referenzanlagen – davon aus, dass der Wiederbeschaffungswert der Kehrichtverbrennungsanlagen rund CHF 200 Mio. und der Fernwärmeanlagen CHF 50 Mio. beträgt. Bei einem Ersatz der Anlagen muss davon ausgegangen werden, dass rund 50% aus Rückstellungen und Eigenmitteln finanziert werden muss. Das Bundesgesetz über den Umweltschutz (USG; SR 814.1) verlangt in Art. 32a Abs 3, dass die Inhaber von Abfallanlagen die erforderlichen Rückstellungen bilden müssen. Unter Berücksichtigung dieser Elemente ist der Gemeinderat der Meinung, dass die vorhandene Bilanzstruktur sinnvoll ist, die Eigenmittel aber nicht weiter ausgebaut werden sollen.

Der Verwaltungsrat der MÜVE hat entschieden, die vorhandenen Geldmittel – soweit sie nicht für Ersatzinvestitionen benötigt werden – entweder bei Schweizer Banken in Form von Fest- oder Termingeldern anzulegen, oder den Gemeinden in Form von zinsgünstigen Darlehen zur Verfügung zu stellen. Aktuell haben bereits acht Gemeinden (von insgesamt 49 Aktionärsgemeinden) vom Angebot der MÜVE Gebrauch gemacht und insgesamt CHF 15,5 Mio. an zinsgünstigem Geld bezogen. Darunter ist auch die Einwohnergemeinde Biel mit Darlehen in der Höhe von CHF 5 Mio. Mit dieser Anlagestrategie bleiben die zurzeit nicht benötigten Mittel in der Region zu Gunsten der Einwohnerinnen und Einwohner im Einzugsgebiet der MÜVE.

3. *Ist der Gemeinderat nicht auch der Auffassung, die MÜVE könnte ihre (Sack)-Gebühren senken?*

Im Jahr 1994 hat die MÜVE noch einen Verlust von CHF 2,6 Mio. erlitten; die Schuldenlast betrug CHF 50 Mio., die Anlagen der Kehrichtverbrennung waren technisch nicht auf dem neuesten Stand und der Kanton hat geplant, die MÜVE zu schliessen und die in der Region anfallenden Siedlungsabfälle in anderen Anlagen zu verwerten.

Der Verwaltungsrat hat darauf eine umfassende finanzielle Sanierung unter Einbezug der Gemeinden, des Kantons, der Gläubiger und der Gebührenzahler erarbeitet und die „Sackgebühren" kurzfristig massiv erhöht. Darauf wurden von der Geschäftsleitung, unter Einbezug von externen Ingenieuren, die technischen und betrieblichen Rahmenbedingungen zur Erhöhung der Verbrennungsleistung und Senkung der Kosten geschaffen. Dank der Verbesserung der Betriebssituation konnten die Gebühren in den vergangenen Jahren sukzessive gesenkt werden. Im Detail haben sich die Gebühren wie folgt entwickelt:

in CHF	01.06.11 bis heute	01.06.09 bis 01.06.11	01.08.08 bis 01.06.09	01.08.06 bis 01.08.08	01.08.04 bis 01.08.06	15.06.02 bis 01.08.04	01.04.99 bis 15.06.02	01.10.96 bis 01.04.99
Grundpreis pro t (exkl. MWSt)	130.00	150.00	170.00	190.00	245.00	255.00	255.00	290.00
Anlieferungen 100-500 t/p.a.	zu verhandeln			220.00	220.00	230.00	230.00	260.00
17-lt Sack	0.70	0.75	0.75	0.80	0.85	0.90	0.95	1.00
35-lt Sack	1.30	1.40	1.40	1.45	1.50	1.60	1.80	1.95
Sperrgutvignette	2.00	2.30	2.30	2.40	2.50	2.75	3.00	3.25
Containervignette	15.00	20.00	20.00	21.00	22.00	24.00	29.00	37.00

Trotz der Gebührensenkungen konnte die MÜVE stets positive Ergebnisse realisieren. Der Verwaltungsrat bestätigt jedoch, dass er im Hinblick auf die Generalversammlung vom Mai 2014 eine erneute Gebührensenkung prüft. Von einer Gebührensenkung ausgenommen wird wohl der Grundpreis pro t sein, da dieser mittlerweile im Vergleich zu den anderen 28 Kehrichtverbrennungsanlagen der Schweiz sehr tief ist und eine erneute Senkung zu ausserkantonalen Kehrichtanlieferungen und damit zu nicht gewollten Mehrtransporten führen würde.

4. *Wird das Kader der MÜVE nicht zu hoch bezahlt? (Genaue Kostenaufstellung)*

Die erweiterte Geschäftsleitung der MÜVE setzt sich aus dem Geschäftsleiter (50%-Pensum), dem Finanzverantwortlichen (30%-Pensum), der Administrationsverantwortlichen (90%-Pensum), dem Leiter Instandhaltung und dem Leiter Betrieb (je 100%-Pensum) zusammen. Die entsprechende Lohnsumme beläuft sich 2013 auf CHF 459'000.00 pro Jahr.

Die Administrationsverantwortliche und der Leiter Instandhaltung sind ausschliesslich von der MÜVE angestellt; arbeiten jedoch auch für die ARA Region Biel AG, die ST Biel-Seeland AG und die ARA Orpund und Umgebung. Der auf die Schwesterbetriebe entfallende Zeitaufwand wird gemäss Zeitrapporten verrechnet und beläuft sich 2013 auf zirka CHF 42'000.00.

Die gesamte Lohnsumme des Kaders der MÜVE beläuft sich auf CHF 417'000.00 im Jahr, was für einen Betrieb dieser Grösse auch für den Gemeinderat durchaus angemessen ist.

5. *Wie hoch sind die Entschädigungen (Spesen, Sitzungsgelder usw.) der Geschäftsleitung und des Verwaltungsrats?*

Es werden keine pauschalen Spesen ausbezahlt. Die effektiven Spesen belaufen sich für die gesamte erweiterte Geschäftsleitung auf rund CHF 1'000.00 pro Jahr.

Der Verwaltungsrat umfasst neun Mitglieder. Die Entschädigungen setzen sich aus einem Fixum und einem Sitzungsgeld zusammen. Die fixen Verwaltungsratsentschädigungen belaufen sich 2013 auf insgesamt CHF 37'000.00 pro Jahr, die Sitzungsgelder auf rund CHF 7'000.00 pro Jahr.

Für die drei Verwaltungsratsmitglieder, die vom Gemeinderat nominiert wurden, gilt zudem folgendes: Gemäss Reglement über die Abgabe von Entschädigungen aus der Parlamentstätigkeit in den Eidgenössischen Räten und im Grossen Rat des Kantons Bern sowie aus der Vertretung der Stadt Biel in Institutionen und Körperschaften vom 25. Februar 1999 (SGR 153.353.3) haben die Mitglieder des Gemeinderates und das Personal der Stadtverwaltung die Entschädigungen, die sie auf Grund ihrer Vertretung der Stadt Biel in Institutionen und Körperschaften erhalten, grundsätzlich der Stadt Biel abzuliefern. Unter die Abgabepflicht fallen alle pauschalen Entschädigungen sowie Sitzungsgelder für die Tätigkeit in der betreffenden Institution oder Körperschaft; nicht unter die Abgabepflicht fallen Spesen und Auslagenersatz.

Jede abgabepflichtige Person ist berechtigt, von den gesamten ihr ausgerichteten Entschädigungen einen Betrag von CHF 4'400.00 pro Jahr für sich zu behalten. Die mehrfache Vertretung der Stadt Biel in Institutionen und Körperschaften berechtigt nicht zu einer Erhöhung dieses Betrages. Der abgabepflichtige Betrag ist innert 30 Tagen seit Erhalt der Entschädigung der Stadt Biel einzuzahlen. Die Gelder fliessen in die allgemeine Stadtkasse.

Von dieser Regelung sind alle Bieler Verwaltungsratsmitglieder betroffen. Aktuell sitzen die folgenden Personen im VR der MÜVE: Frau Gemeinderätin Barbara Schwickert, Direktorin Bau, Energie und Umwelt, Herr Roger Racordon, Leiter Abteilung Infrastruktur, und Herr Silvan Kocher, Leiter Strasseninspektorat.

6. *Sieht der Gemeinderat Handlungsbedarf, und wie wird er allenfalls seinen Einfluss geltend machen?*

Der neu gewählte Verwaltungsrat der MÜVE ist seit Frühling 2013 daran, die Strukturen der MÜVE zu überdenken. Deshalb sieht der Gemeinderat zumindest im Moment keinen Handlungsbedarf. Seinen Einfluss macht er über die drei von ihm bestimmten Verwaltungsratsmitglieder geltend.

Biel, 23. Oktober 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:
Barbara Labbé

Beilage: Interpellation 20130238

Vorstoss Nr./Interv. no: 130238
Termin GR/Délai CM: 20.11.13
Direktion/Direction: BEU.
Mitbericht/Corapport:

INTERPELLATION

Jahresrechnungen Müve

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Der Jahresbericht der Müve weist – nicht zum ersten Mal – für 2012 einen Betriebgewinn von 3,5 Mio. CHF und einen Bilanzgewinn von 20 Mio. CHF auf. Dabei sind die Kehrichtverbrennungs- und Fernwärmeanlagen vollständig abgeschrieben, das üppige Eigenkapital ist mit 45,7 Mio. CHF ausgewiesen. Die Aussichten lassen keine Verschlechterung dieser Ergebnisse erwarten.

Für die 20,9 Vollzeitstellen beläuft sich der Personalaufwand auf 2,5 Mio. CHF, was ein Mittel von CHF 125 000 ergibt.

Angesichts der schwierigen Finanzlage der öffentlichen Hand und zahlreicher Privathaushalte stellt sich die Frage, ob die Müve nicht der Bevölkerung einen Teil ihrer Mittel den Haushalten zurückgeben könnte, indem sie die Gebühren senkt.

Es kursieren in der Öffentlichkeit auch kritische Fragen bezüglich der Ferien der Geschäftsführung, deren Spesen und der Sitzungsgelder des Verwaltungsrats.

Wir fragen den Gemeinderat deshalb an, ob er für Transparenz sorgen und insbesondere die folgenden Fragen beantworten kann:

1. Wie stellt er sich zur Finanzlage der Müve? Soll die Müve ein gewinnorientiertes Unternehmen sein oder soll die Dienstleistung und der bestmögliche Service Public an oberster Stelle stehen?
2. Verfügt die Müve nicht über zu viel nicht betriebsnotwendiges Kapital?
3. Ist der Gemeinderat nicht auch der Auffassung, die Müve könnte ihre (Sack-)Gebühren senken?
4. Wird das Kader der Müve nicht zu hoch bezahlt? (Genaue Kostenaufstellung)
5. Wie hoch sind die Entschädigungen (Spesen, Sitzungsgelder usw.) der Geschäftsleitung und des Verwaltungsrats?
6. Sieht der Gemeinderat Handlungsbedarf, und wie wird er allenfalls seinen Einfluss geltend machen?

6.6.2013

Werner Hadorn, SP
Fraktion SP

Annexe n° 8

Beantwortung

des Postulates 20130237, Werner Hadorn und Daniel Hügli, Fraktion SP, "Kreative Einnahmenpolitik"

Mit dem Postulat wird der Gemeinderat aufgefordert, eine Liste von möglichen neuen Einnahmequellen für die Stadt Biel zu erstellen.

Begründet wird die Forderung damit, dass die Finanzpolitik der Stadt Biel im Hinblick auf ein ausgeglichenes Budget nach Erachten der Postulanten nahezu ausschliesslich auf Einsparungen bei der Ausgabenseite basiere, also einem Verzicht auf Leistungen des Service public. Zu wenig komme zum Zug, dass das Budget ausser durch Steuererhöhungen auch durch Veränderungen auf der Einnahmenseite verbessert werden könnte. Unter „kreativ" werden damit in erster Linie Einnahmen verstanden, welche nicht aus Steuererhöhungen generiert werden.

Der Gemeinderat möchte einleitend darauf hinweisen, dass der von der Stadtverwaltung wahrgenommene Aufgabenbereich nicht ausschliesslich Leistungen im Bereich des sog. Service public umfasst. Die Stadt Biel erbringt etliche Leistungen, welche nicht zur Grundversorgung resp. Basisausstattung an Infrastrukturgütern und Dienstleistungen eines Gemeinwesens zu zählen sind.

Die vorgenommene Grundlagenanalyse zeigt folgende relevanten Rahmenbedingungen auf:

- Durch die Kompetenzaufteilung zwischen Bund, Kanton und Gemeinden bleibt nur ein relativ kleiner Spielraum für die Erzielung von Einnahmen aus **hoheitlichen Tätigkeiten.** Die öffentlichen Abgaben werden in Kausalabgaben (Gebühren, Vorzugslasten, Ersatzabgaben) und Steuern (direkte, indirekte Steuern, Zweck- und Lenkungssteuern) unterschieden. Jegliche Erhebung von Abgaben verlangt das Vorhandensein einer entsprechenden gesetzlichen Grundlage. Vorliegend interessieren zum einen die Steuererträge (Gemeindesteueranteil und Besitzessteuern), das Entgelt für vom Gemeinwesen erbrachte Leistungen, Erträge für die Erteilung von Konzessionen (z.B. Sondernutzungskonzession für die Benützung des öffentlichen Grundes) sowie Bussen auf Gemeindeebene (z.B. Parkbussen, Geschwindigkeitsübertretung, etc.). Einen wesentlichen Teil der Einnahmen (rund 30 – 35%) machen jedoch die Rückerstattungen und Zahlungen aus dem Finanz- und Lastenausgleich (FILAG) aus. Werden neue hoheitliche Tätigkeiten eingeführt, und / oder bei den bestehenden Gebührenanpassungen vorgesehen, müssen dafür zuerst die entsprechenden Rechtsgrundlagen vorhanden sein, bzw. geschaffen und / oder angepasst werden. Bei der Bemessung von Gebühren sind zudem das Kostendeckungs- und Aequivalenzprinzip zu berücksichtigen.

- Mehr Freiräume bestehen grundsätzlich bei **privatwirtschaftlichen Tätigkeiten**, in welchen die Gemeinde direkt am Wirtschaftsleben teilnimmt und damit in Konkurrenz mit der Privatwirtschaft tritt. Dies setzt jedoch gemäss aktueller Rechtspraxis voraus, dass ein entsprechendes (nachweisbares) öffentliches Interesse vorliegt, dass die entsprechende(n) Aufgabe(n) durch die Gemeinde und nicht durch Private wahrgenommen werden. Aus betriebswirtschaftlicher Sicht sind die Nachfrage, die

Kosten der Leistungserbringung, aber auch die vorhandene Infrastruktur und Produktionsfaktoren, die limitierenden Faktoren.

- Weniger rechtlichen Einschränkungen unterliegen jedoch die **Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Verwaltung des Finanzvermögens**, wie beispielsweise Vermietung / Verpachtung / Verkauf von Grundstücken und Immobilien, sowie der Kauf und der Verkauf von Wertpapieren. Hier gilt es jedoch anzumerken, dass die Realisierung von Gewinnen aus Verkäufen einmaligen Charakter hat und damit nicht nachhaltig ist. Mit dem Handel von Wertpapieren lassen sich zwar bei entsprechender professioneller Handhabung und einer positiven Entwicklung auf den Finanz- und Aktienmärkten erhebliche Gewinne erzielen. Dabei geht eine Gemeinde jedoch hohe spekulative Risiken ein, die – im schlimmsten Fall - mit einem Totalverlust des vorhandenen / investierten Vermögens enden können.

Die Erstellung der geforderten Liste möglicher, neuer Einnahmequellen für die Stadt Biel erfordert deshalb umfassende rechtliche, betriebs-, volkswirtschaftliche und politische Abklärungen, die entsprechend Zeit in Anspruch nehmen. Der Gemeinderat hat bekanntlich das Projekt „Nachhaltige Haushaltsanierung" initiiert, im Rahmen dessen auch die im Vorstoss beschriebenen Einnahmen- wie auch Ausgabenquellen einer vertieften Prüfung unterzogen werden.

Das Projekt sieht eine strukturelle Überprüfung des Haushalts und der öffentlichen Leistungen vor. Es wird von Hr. Prof. Dr. U. Müller von der Universität Basel begleitet und gliedert sich in vier Phasen. Zunächst werden die Grösse der Nachhaltigkeitslücke (strukturelles Defizit) und daraus das finanzielle Projektziel zur Schliessung dieser Lücke definiert. Dann erfolgt ein Benchmarking der verschiedenen Aufgaben und der Einnahmearten. Dabei erfolgt ein Vergleich über alle Gemeinden des Kantons Bern und mit drei ausgewählten Städten (Bern, Thun, Köniz) und es werden die technischen Spar- und Ertragssteigerungspotenziale berechnet. Aufgrund der Benchmarkwerte erarbeiten die Direktionen Massnahmen, um die technischen Spar- und Ertragswachstumsziele zur erreichen, bevor die einzelnen Massnahmen durch den Gemeinderat politisch bewertet und entsprechende Lösungspakete geschnürt werden. Mit diesem Vorgehen wird eine solide Grundlage für eine praktikable und nachhaltige Haushaltssanierung geschaffen.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20130237 erheblich zu erklären.

Biel, 20. November 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage(n):
- Postulat 20130237

26

Vorstoss Nr./Interv. no: 130237
Termin GR/Délai CM: 20.11.13
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

POSTULAT

Kreative Einnahmenpolitik

Der Gemeinderat erstellt eine Liste möglicher, insbesondere neuer Einnahmequellen für die Stadt Biel.

Werner Hadorn SP

Begründung:

Die Finanzpolitik im Hinblick auf ein ausgeglichenes Budget der Stadt Biel basiert praktisch ausschliesslich auf Einsparungen bei der Ausgabenseite, also einem Verzicht auf Leistungen des Service public.
Viel zu wenig kommt zum Zug, dass das Budget ausser durch Steeurerhöhungen auch durch Veränderungen auf der Einnahmenseite verbessert werden könnte. altStadtpräsident Hans Stöckli hat dafür den Begriff der «kreativen Einnahmenpolitik» geprägt. Beispiele dafür (in seiner Regierungszeit) waren etwa die Einnahmen aus dem Casino-Betrieb, die während ihrer Anwendungszeit jährlich einen Steuerzehntel in die Stadtkasse spülten, oder – auf der Investitionsseite – die erfolgreiche Anpassung der Liegenschaftspreise, etwa im Bözingenfeld (wo sie sich seit Jahren indes nicht verändert haben).
Neue Einnahmequellen sollen insbesondere auch im Vergleich mit andern Städten gesucht werden.

~~24. April 2013~~
6.6.2013
Werner Hadorn, SP
Daniel Hügli, SP
Fraktion SP

27

Annexe n° 9

Beantwortung

des überparteilichen Postulats 20130273 , Nathan Güntensperger, GLP, Stefan Kaufmann, FDP, „Aufgabenverzicht der Stadt Biel?"

Mit dem vorliegenden Vorstoss soll der Gemeinderat beauftragt werden einen Bericht zu unterbreiten, in welchem untersucht wird

1. Welche Aufgaben die Stadt wahrnimmt oder finanziell unterstützt, welche nicht zwingend von ihr wahrgenommen oder unterstützt werden müssen.

2. Wie hoch die Ausgaben und Erträge sind, die diese Aufgaben generieren.

Der Vorstoss wünscht eine Darstellung der zwingenden städtischen Aufgaben wie derjenigen, welche aufgrund von Stadtrats- oder Volksentscheiden wahrgenommen werden, wobei auf eine politische Würdigung zur Opportunität der Aufgabenwahrnehmung verzichtet werden soll. Dem Parlament soll bezüglich der nicht zwingend notwendigen Aufgaben der Stadt eine politische Beurteilung und damit verbunden ein entsprechender politischer Entscheid aufgrund eines Kosten-/Nutzenverhältnisses ermöglicht werden.

Der Gemeinderat teilt die Auffassung der Postulanten, wonach mit Blick auf die schwierige Finanzlage der Stadt Biel eine sorgfältige Überprüfung der von der Stadt Biel ihr übertragenen wie der selbstgewählten Aufgaben unabdingbar ist. Der Prozess für das Budgetjahr 2014 hat nachdrücklich zur Erkenntnis geführt, dass der städtische Finanzhaushalt in seiner Gesamtheit einer umfassenden Prüfung zu unterziehen ist und Themen wie Aufgabenwahrnehmung, Leistungserbringung, Investitionspolitik, Beitragswesen, Einnahmen- und Gebührenpolitik und weitere vertieft zu untersuchen sind. In diesen Prozess eingeschlossen wird auch die Überprüfung der Aufgabenwahrnehmung unter geeignetem Beizug der Verwaltung und damit des erforderlichen Fachwissens. Diese beschriebenen Arbeiten werden im vom Gemeinderat bereits initiierten Projekt zur nachhaltigen Haushaltssanierung (strukturelle Überprüfung des Haushaltes und der öffentlichen Leistungen), welches von Herrn Prof. Urs Müller (Universität Basel) begleitet wird, vorgenommen. Unter Einbezug der Direktionen und der politischen Instanzen werden ab Januar 2014 im Verlauf des Budgetprozesses 2015 Sanierungsmassnahmen erarbeitet und den jeweils zuständigen Organen in den Jahren 2015, 2016 und 2017 zur Beschlussfassung unterbreitet und umgesetzt. Im Rahmen dieses Prozesses wird somit auch das Anliegen der Postulanten bearbeitet.

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat erheblich zu erklären.

Biel, 20. November 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Der Vize-Stadtschreiber:
Julien Steiner

Beilage: Postulat 20130273

Vorstoss Nr./interv. no: 130273
Termin GR/Délai CM: 20.11.2013
Direktion/Direction: FID
Mitbericht/Corapport: PRA/BKS/DSS/BEU

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Überparteiliches Postulat

Aufgabenverzicht der Stadt Biel?

Die Finanzlage der Stadt Biel verschlechtert sich zunehmend. Steuereinnahmen stagnieren aus verschiedenen Gründen, die Ausgaben steigen weiter. Wir fordern vom Gemeinderat einen Bericht in dem er untersucht:

1. welche Aufgaben die Stadt wahrnimmt oder finanziell unterstützt welche nicht zwingend von ihr wahrgenommen oder unterstützt werden müssen.
2. wie hoch die Ausgaben und Erträge sind die diese Aufgaben generieren.

Wir fordern dass sowohl die Stadtverwaltung, von der Stadt subventionierte Institutionen als auch nicht zwingende städtische Aufgaben, die Aufgrund von Stadtratsentscheiden und/oder Volksentscheiden eingeführt wurden, darin eingeschlossen werden. Ebenfalls alle nicht zwingenden Aufgaben die über den Lastenausgleich finanziert oder teilfinanziert werden oder vom Kanton ausserhalb des Lastenausgleiches finanziert oder teilfinanziert werden.

Der Gemeinderat soll sich in diesem Bericht nicht dazu äussern welche der Aufgaben wünschenswert sind und welche nicht, sondern nur aufzeigen welche Aufgaben nicht von der Stadt wahrgenommen oder unterstützt werden müssen und deren Kosten und Erträge.

Begründung: Um wirksame Sparmassnahmen zu definieren benötigt das Parlament die notwendigen Unterlagen. Bei nicht zwingend notwendigen Aufgaben der Stadt erscheint es uns wichtig, dass eine politische Beurteilung erfolgen und ein entsprechender politischer Entscheid aufgrund eines Kosten-/Nutzenverhältnis gefällt werden kann.

Biel, 27.6.2013, Grünliberale Partei

Nathan Güntensperger, glp

Stefan Kaufmann, FDP

F. Schor

Annexe n° 10

Beantwortung

des Postulats 20130270, Werner Hadorn, SP, "Erfahrungen mit Police Bern"

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss unterbreitet der Postulant dem Gemeinderat drei Fragen, welche unten stehend beantwortet werden.

Die Einheitspolizei ist im Kanton Bern ab dem 1. Januar 2008 umgesetzt worden. In der Stadt Biel erfolgte die Realisierung der Einheitspolizei mit Auflösung der Stadtpolizei auf den 1. Januar 2009. Der Regierungsrat hat – wie vorgesehen – nach vier Jahren seit Beginn der Umsetzung im Jahr 2012 mit der Durchführung der Evaluation der Einheitspolizei begonnen. Die Ergebnisse des Evaluationsprojekts sind vom Grossen Rat anlässlich seiner Session im September 2013 zur Kenntnis genommen worden. Die Stadt Biel war im Evaluationsprojekt umfassend vertreten, wodurch sie ihre Anliegen und Argumente einbringen konnte.

1. Wie beurteilt der Gemeinderat die Erfahrungen mit der kantonalisierten Polizei Police Bern?

Der Bericht über die durchgeführte Evaluation der Einheitspolizei, an dessen Erarbeitung Vertreter der Stadt Biel massgeblich beteiligt waren zeigt, dass die Einheitspolizei grundsätzlich funktioniert, in verschiedenen Bereichen aber noch Optimierungspotential und -bedarf besteht. Die durchgeführte Evaluation hat ergeben, dass 9 der 17 Gemeinden (53%), die bei der Kantonspolizei mindestens 200 Stellenprozente einkaufen (Ressourcengemeinden) das System Einheitspolizei als „gut" qualifizieren. 4 von 17 befragten Ressourcengemeinden (je 23%) erachten das System Police Bern als „ungenügend".

Die Umsetzung der Einheitspolizei bezeichnen dagegen nur 29% der Ressourcengemeinden als „gut", während 24% der Ressourcengemeinden sie als „ungenügend" taxieren.

Die Stadt Biel qualifizierte im Zuge der im Rahmen der Evaluation bei allen Ressourcengemeinden durchgeführten Befragung das System, wie auch die Umsetzung der Einheitspolizei als "genügend".

Vordringlich zu beseitigende Schwachstellen der Einheitspolizei liegen aus Sicht der Ressourcengemeinden, wie auch aus Sicht des Gemeinderates in den Bereichen Grundversorgung, Kompetenzaufteilung und Steuerungsmöglichkeiten.

Beim Thema Grundversorgung geht es darum, dass die Kantonspolizei im ganzen Kanton zur Sicherstellung der Ereignisbewältigung unentgeltlich eine Grundbereitschaft erbringt, die sich in den Ressourcengemeinden mit der von diesen eingekauften präventiven Präsenz vermischt. Dies führt dazu, dass die Ressourcengemeinden (darunter Biel) einen Teil der an sich unentgeltlichen Grundversorgung bezahlt, was nicht die Idee war. Kanton und Gemeinden konnten sich im Rahmen des Evaluationsprojekts nicht auf eine Lösung einigen. Die Lösung des Problems wird im Rahmen der Totalrevision des kantonalen Polizeigesetzes auf politischer Ebene angestrebt. Die Revision soll im kommenden Jahr an die Hand genommen werden.

Im Bereich der Kompetenzaufteilung sind die Gemeinden der Auffassung, dass sich diese nicht ausreichend bewährt hat. Auch der Gemeinderat vertritt diese Auffassung. Hier geht es insbesondere darum, dass die Gemeinden und Städte zur Erfüllung ihrer ortspolizeilichen

Aufgaben nicht über ausreichende polizeiliche Kompetenzen verfügen. Der Bedarf an zusätzlichen Kompetenzen betrifft vor allem die Möglichkeit die Identität von Personen überprüfen zu können und diejenige, die Kompetenz zu erhalten, in weitergehenden Bereichen Ordnungsbussen aussprechen zu können, als dies heute der Fall ist (Strassenverkehr, Nachtruhestörung, Littering etc.).
In Bezug auf die Identitätsüberprüfung konnte keine Einigung erzielt werden, weil der Kanton nicht bereit war, diesbezüglich Konzessionen zu machen. Dieser Punkt wird ebenfalls im Rahmen der anstehenden Totalrevision des kantonalen Polizeigesetzes einer Lösung zuzuführen sein.
Bei den Ordnungsbussen konnten die Gemeinden ihren Anliegen mehrheitlich zum Durchbruch verhelfen. Die Kompetenzen in diesem Bereich werden mit Wirkung auf den 1. Januar 2014 ausgebaut.

In Bezug auf die Möglichkeit der Steuerung der kantonspolizeilichen Aufgabenerfüllung durch die Gemeinden hat sich ergeben, dass aus Sicht der Gemeinden in den Bereichen „sicherheitspolizeiliche präventive Präsenz" (Örtlichkeit und Zeitpunkt), „verkehrspolizeiliche Kontrollen" (rollender Verkehr) und „Geschwindigkeitskontrollen" noch Verbesserungsbedarf besteht. Kanton und Gemeinden haben sich darauf geeinigt, dass mit Wirkung auf den 1. Januar 2014 neue Steuerungsmöglichkeiten bei Geschwindigkeits- und Verkehrskontrollen sowie beim Umgang mit sicherheitspolizeilichen Brennpunkten geschaffen werden.

2. Wie hat er auf die Befragung im Rahmen des Berichts der Polizei- und Militärdirektion reagiert?

Der Gemeinderat hat die Arbeiten zur Evaluation der Einheitspolizei unterstützt. Der den Gemeinden im Rahmen des Evaluationsprojekts unterbreitete Fragebogen ist ausgefüllt worden. Die Stadt Biel war in allen wichtigen Gremien des Evaluationsprojekts vertreten und konnte dadurch ihre Interessen und Anliegen umfassend einbringen. Gegenüber dem Kanton hat die Stadt Biel eine konstruktive Haltung eingenommen, jedoch klar kommuniziert, dass die erkannten Mängel rasch behoben werden müssen.

3. Wo sieht er Verbesserungen, wo Verschlechterungen?

Positiv erweist sich, dass

- die Polizei heute flächendeckend dieselben Einsatzmittel verwendet und im ganzen Kanton nach derselben Einsatzdoktrin arbeitet und
- sie mit der durch die Integration der kommunalen Polizeikorps erreichten Korpsgrösse heute mit wenigen Ausnahmen alle Ereignisse mit eigenen Mitteln zu bewältigen vermag.

Nachteilig erweist sich, dass

- die Stadt an Autonomie verloren hat, weil sie polizeilich nicht mehr direkt Massnahmen treffen und die Art und Weise der Aufgabenerfüllung der Polizei bestimmen kann;
- die Polizei an Bürgernähe verloren hat;
- seitens der Polizei weniger gegen niederschwellige Beeinträchtigungen der öffentlichen Ordnung vorgegangen wird und die Stadt entsprechend eigene Mittel – wie die niederschwellige Interventionseinheit "SIP" – einsetzen muss;
- der vom Kanton zu betreibende und von den Gemeinden zu finanzierende administrative Aufwand für die Rapportierung und Kontrolle der von der Kantonspolizei zu erbringenden Leistungen erheblich ist.

4. Welches sind mögliche eventuelle Vertragsmodifikationen?

Der Gemeinderat sieht derzeit keinen Bedarf an einer umfassenden Anpassung des zwischen Stadt und Kanton bestehenden Ressourcenvertrages. Die überwiegende Mehrzahl der formell und materiell notwendigen Anpassungen am System und in der Umsetzung der Einheitspolizei haben auf dem Weg der anstehenden Totalrevision des kantonalen Polizeigesetzes zu erfolgen. In diesem Zusammenhang ist nicht auszuschliessen, dass es zu punktuellen Vertragsanpassungen kommen wird.

Nicht ausgeschlossen werden können auch allfällige notwendig werdende Anpassungen im Umfang des Leistungseinkaufs seitens der Stadt, insbesondere angesichts der sich abzeichnenden Entwicklung im kantonalen Projekt "Angebots- und Strukturüberprüfung". Die dem Gemeinderat aktuell zur Verfügung stehenden Informationen erweisen sich jedoch als zu unvollständig, um bereits heute genauere Angaben zu dieser Fragestellung machen zu können.

Aufgrund der oben stehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 20. November 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage:
- Postulat 20130270

Direktion Soziales und Sicherheit

Postulat Eing. 05. Juli 2013

Direction de l'action sociale et de la sécurité

Vorstoss Nr./Interv. no: 130270
Termin GR/Délai CM: 20.11.2013
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport:

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Erfahrungen mit Police Bern

Wie beurteilt der Gemeinderat die Erfahrungen mit der kantonalisierten Polizei Police Bern? Wie hat er auf die Befragung im Rahmen des Berichts der Polizei- und Militärdirektion regiert? Wo sieht er Verbesserungen, wo Verschlechterungen?

Ein Bericht über die Erfahrungen soll auch über mögliche eventuelle Vertragsmodifikationen informieren.

Begründung

Die Beurteilung der Kantonalisierung fällt in der Öffentlichkeit sehr unterschiedlich aus.

Werner Hadorn (SP)

26. Juni 2013

Annexe n° 11

Beantwortung

der überparteilichen Interpellation 20130236, Lena Frank, Die Grünen, Roland Gurtner, Passerelle, «Stopp der unnötigen Schaufensterbeleuchtung»

Die Interpellation fragt den Gemeinderat nach dem Stand der Bestimmungen zur Reduktion von Lichtverschmutzung und Stromverbrauch der Beleuchtung gemäss der vom Stadtrat als Postulat erheblich erklärten Motion 20120048, Roland Gurtner, Passerelle, «Verminderung der Lichtverschmutzung und Elektrizitätsverschwendung».
Der Vorstoss bezieht sich hauptsächlich auf die Gebäude- und Schaufensterbeleuchtung, wobei der Fragenkatalog die drei Punkte Lichtplan, Beleuchtung von Schaufenstern und Gebäuden sowie Leuchtreklamen betrifft.

Der Gemeinderat möchte an dieser Stelle darauf hinweisen, dass die Umsetzungsfrist für einen erheblich erklärten parlamentarischen Vorstoss zwei Jahre beträgt (Art. 42 Abs. 1 der Geschäftsordnung des Stadtrates von Biel, SGR 151.21). Im vorliegenden Fall laufen die entsprechenden Arbeiten, welche die Punkte 1 und 2 der vorliegenden Interpellation betreffen. Es ist aber nicht angebracht, vor Ablauf der Erfüllungsfrist und vor der dazu gehörenden Beschlussfassung des Gemeinderates eine materielle Beurteilung vorzunehmen. Die vorstehende Beantwortung beschränkt sich deshalb auf die nur indirekt mit den beiden anderen Punkten zusammenhängende Frage 3.

Leuchtreklamen

3.1. Wie ist der Stand dieser Revision?

Zurzeit ist eine Totalrevision der Reklameregelung (Reglement, Verordnung und Richtlinien) unter der Federführung der Dienststelle Planungs- und Baurecht (Präsidialdirektion) im Gang. 2011 wurde eine Arbeitsgruppe bestehend aus Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der betroffenen Abteilungen eingesetzt, die sich mit dieser Aufgabe befasst. Im Zuge zahlreicher Sitzungen wurden Entwürfe für das Reglement und die Verordnung ausgearbeitet. Die Schlussversionen wurden im Juli 2013 als Voranfrage beim Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) eingereicht. Parallel dazu wurde eine letzte interne Konsultation durchgeführt und am 30. August abgeschlossen. Der Entwurf des Reglements muss noch hinsichtlich der Erkenntnisse des AGR konsolidiert und finalisiert werden.

3.2. Wann wird die Revision abgeschlossen und dem Gemeinderat unterbreitet?

Der Entwurf des neuen Reglements – und der neuen Verordnung – wird dem Gemeinderat somit voraussichtlich im ersten Halbjahr 2014 vorgelegt.

3.3. Sieht diese Regelung Bestimmungen zur Abschaltung von Leuchtreklamen und beleuchteter Werbung zu bestimmten Zeiten und zur Art der Beleuchtung vor?

Da die Revision des Reklamereglements vom Gemeinderat bisher noch nicht behandelt wurde, gibt es noch keine inhaltliche Festlegung seinerseits in dieser Materie. Die entsprechenden Entscheide werden im Rahmen der Behandlung dieses Geschäfts zu fällen sein.

Biel, 13. November 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: überparteiliche Interpellation 20130236

Vorstoss Nr./Interv. no: 130236
Termin GR/Délai CM: 20.11.13
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport: BEU, DSS

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

INTERPELLATION interpartis

Stop à l'éclairage inutile des vitrines

En septembre 2012, le Conseil de ville acceptait, sous forme de postulat, une motion de Passerelle, qui demande au Conseil municipal d'introduire dans différents règlements des dispositions en vue de réduire la pollution lumineuse et le gaspillage d'électricité dus aux réclames lumineuses et à l'éclairage inutile des vitrines et des bâtiments aux heures tardives de la nuit.

Entre temps, ce thème a gagné en actualité avec des actions de sensibilisation telles que « Earth hour » et « Dark sky », et plusieurs communes ont pris des mesures. A la fin de l'année passée, l'Office fédéral de l'environnement a élaboré un catalogue de mesures, qui propose aux cantons et aux communes de limiter les heures de fonctionnement de l'éclairage des vitrines et des bâtiments ainsi que des publicités lumineuses.

La présente interpellation vise à faire le point sur l'état d'avancement des travaux demandés par ledit postulat.

Le Conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Plan lumière
   Dans la réponse au postulat susmentionné, le Conseil municipal fait allusion à un « plan lumière » en cours d'élaboration.
   1.1. Où en est-on dans l'élaboration de ce plan lumière ?
   1.2. Quand sera-t-il terminé, présenté au Conseil de ville et au public ?
   1.3. Quelles sont les mesures prévues en ce qui concerne l'éclairage des vitrines et des bâtiments ainsi que les publicités lumineuses ?

2. Eclairage des vitrines et bâtiments
   Le Conseil municipal est-il disposé à introduire dans le règlement de police l'obligation d'éteindre l'éclairage des vitrines et des bâtiments à certaines heures de la nuit ? Le cas échéant, sous quelle forme et dans quel délai cette modification du règlement de police sera-t-elle soumise au Conseil de ville?

3. Réclames lumineuses
   Dans la réponse au postulat susmentionné, le Conseil municipal révèle qu'une « révision de la réglementation sur les réclames est à l'étude au niveau de la Direction des travaux publics ».
   3.1. Où en est-on dans cette révision ?
   3.2. Quand sera-t-elle terminée et soumise au Conseil municipal ?
   3.2. Cette réglementation prévoit-elle des dispositions sur l'extinction des réclames lumineuses et des publicités éclairées à certaines heures de la nuit, sur l'intensité lumineuse et le mode d'éclairage ?

6 juin 2013

Les Verts
Lena Frank

PASSERELLE
Roland Gurtner

36

Annexe n°12

Réponse

à l'interpellation 20130305, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, «Quid des Musulmans de Bienne ?»

L'intervenant demande au Conseil municipal s'il ne serait pas judicieux à l'avenir d'accorder également la parole aux musulmanes et musulmans de Bienne, et plus seulement aux communautés religieuses chrétiennes.

Le Conseil municipal partage l'avis de l'intervenant quant au fait que les «Annales biennoises» constituent un précieux ouvrage d'actualité pouvant renforcer le sentiment identitaire de la population biennoise. Dans ce sens, il peut répondre par l'affirmative à toutes les questions soulevées dans l'interpellation. Le Comité des Annales biennoises a d'ailleurs été chargé entre-temps d'intégrer si possible à l'avenir un article de la communauté musulmane dans les chroniques annuelles. Il convient encore de clarifier à ce jour quel représentant ou quelle représentante de cette communauté rédigera ces textes. Cette possibilité est aussi offerte aux autres communautés religieuses ayant une importance suffisante à Bienne.

Avant même le dépôt de l'intervention, il a pu être d'ailleurs déterminé que dès l'édition 2013, une rubrique rétrospective annuelle sera consacrée à la communauté juive de Bienne.

Bienne, le 13 novembre 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: interpellation 20130305

Vorstoss Nr./Interv. no: 130305
Termin GR/Délai CM: 11.12.2013
Direktion/Direction: PRA
Mitbericht/Corapport:

INTERPELLATION

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Quid des Musulmans de Bienne?

Comme ses prédécesseurs, les « Annales biennoises 2012 » regorgent d'informations et d'anecdotes riches et variées reflétant de manière représentative et objective les principaux événements qui se sont produits dans notre ville les douze précédents mois. En ce sens, ce document de qualité édité par le Conseil municipal est un outil précieux pour l'ensemble de la population et de ses acteurs politiques, économiques et sociaux. Il sert aussi à entretenir notre mémoire collective au fil des générations.

Les « Annales biennoises 2012 » consacrent notamment plusieurs pages aux groupes et communautés religieux de notre ville. Mais étrangement, aucun chapitre n'est dédié aux musulmanes et musulmans de Bienne. Or c'est un fait établi : ces dernières années, un nombre croissant de personnes se référant à cette religion se sont établies dans notre cité.

Sans vouloir bien sûr empiéter sur les compétences et l'indépendance rédactionnelles des auteurs de cet ouvrage, le Conseil municipal ne pense-t-il pas :

- Qu'il serait judicieux à l'avenir qu'un passage des « Annales biennoises » soit consacré aux musulmanes et musulmans de Bienne ?
- Qu'une telle reconnaissance symbolique de cette communauté à travers ce livre officiel serait perçue favorablement par ses membres ?
- Qu'un tel signal aboutirait à un signal encourageant adressé à l'écrasante majorité des musulmanes et musulmans de Bienne désireux de s'intégrer harmonieusement dans notre corps social et à refuser tout réflexe communautariste de repli sur soi ?

Bienne, le 22 août 2013

Mohamed Hamdaoui (fraction socialiste)

Annexe n° 13

Réponse

à l'interpellation 20130233, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, «Beachtown : le nouveau feuilleton de l'été ?»

Par le biais de la présente interpellation, l'intervenant adresse sept questions au Conseil municipal, qui trouvent réponse ci-dessous.

L'autorisation de manifestations aux Prés-de-la-Rive s'appuie sur l'Ordonnance du 18 juin 1993 concernant les manifestations aux Prés-de-la-Rive (RDCo 552.15). Celle-ci établit:

- que les manifestations qui se déroulent aux Prés-de-la-Rive sont soumises à autorisation,
- qu'un groupe de coordination «Prés-de-la-Rive» est mis en place pour décider de l'octroi des autorisations, sur proposition de l'Inspection de police,
- que le Conseil municipal fixe, sur proposition du groupe de coordination, le nombre annuel maximum et la durée des manifestations en soirée qui occasionnent du bruit.

Les manifestations ont donc été autorisées jusqu'ici au cas par cas par le groupe de coordination, resp. l'Inspection de police. La limitation temporelle et quantitative des manifestations par année est fixée par le Conseil municipal. Dans le cas présent, en tant qu'organe suprême de police locale, ce dernier a repris la compétence d'octroi de l'autorisation parce qu'il le jugeait nécessaire politiquement et que le droit ne s'y oppose pas. Au vu des expériences faites avec «Beachtown», le Conseil municipal a décidé de réexaminer la procédure et la pratique en vigueur pour octroyer des autorisations et de les soumettre à une analyse approfondie.

1. Avec le recul, comment l'Exécutif peut-il expliquer les «couacs à répétition» survenus depuis le lancement de ce projet lors de l'octroi des autorisations nécessaires à sa tenue ?

Le périmètre utilisé lors du premier événement «Beachtown» en 2011, à l'embouchure de la Suze dans le lac de Bienne, n'était déjà plus disponible en 2012 suite à l'inauguration du parc Nicolas-G.-Hayek. La première manifestation sur ce site s'était déroulée sans problème et n'avait conduit à aucune réclamation fondamentale. Le nouveau site utilisé par «Beachtown» en 2012 et 2013, vers la plage à l'extrémité des Prés-de-la-Rive, s'est avéré moins approprié parce que:

- la population a dû subir de plus importantes restrictions d'accès aux Prés-de-la-Rive à cause de «Beachtown»;
- le site se trouvait plus près d'immeubles habités, raison pour laquelle les immissions sonores de «Beachtown» ont davantage dérangé le voisinage;
- les besoins de remise en état des infrastructures municipales (p. ex. gazon) requis après la tenue de «Beachtown» ont massivement augmenté.

Ces circonstances ont débouché sur une légère hausse des plaintes de la population en général, et d'une partie des riverains en particulier, lors de cette manifestation en 2012. De plus, des voix se sont élevées dans certains milieux politiques contre celle-ci.

Par conséquent, le Conseil municipal a demandé en août 2012 que lui soient remis un rapport et une proposition concernant les conditions-cadre juridiques pour l'organisation de manifestations telles que «Beachtown» aux Prés-de-la-Rive. Il a traité ce rapport en février 2013. Or les informations lui manquaient alors pour savoir si les organisateurs avaient l'intention de reconduire «Beachtown» durant l'été 2013 ou non. C'est pourquoi le Conseil municipal s'est alors contenté de fixer qu'en cas de nouvelle demande d'organisation d'un événement tel que «Beachtown», il faudrait mener au préalable une discussion de principe sur les affectations souhaitées au bord du lac.

Suite à quelques malentendus au niveau de la communication, les organisateurs de «Beachtown» n'ont appris que très tardivement qu'une autorisation ne pourrait pas leur être octroyée aussi facilement que les années précédentes. La demande formelle d'autorisation pour la tenue de «Beachtown» 2013 est parvenue à l'Administration municipale le 7 mai 2013 (2 jours avant l'Ascension, 12 jours avec la Pentecôte et 25 jours avant l'ouverture prévue de «Beachtown»).

De plus, la demande concernait un périmètre d'utilisation élargi par rapport aux éditions précédentes, les organisateurs prévoyant notamment d'installer deux pontons avec des plates-formes sur le lac. Par conséquent, le temps à disposition avant l'ouverture de «Beachtown» n'a pas suffi au Conseil municipal pour mener à bien la procédure d'octroi d'autorisation. C'est pourquoi il a été clairement indiqué aux organisateurs de «Beachtown» qu'une prochaine édition de cette manifestation aux Prés-de-la-Rive ne pourrait plus être autorisée sans autre.

2. Y'a-t-il eu des dysfonctionnements au sein du ou des département(s) concerné(s) ? Si oui, quelles mesures, voire quelles sanctions le Conseil municipal entend-il prendre ?

De l'avis du Conseil municipal, le problème principal a résidé dans la mauvaise information des organisateurs de «Beachtown» quant au temps requis par la procédure d'octroi d'autorisation et dans le dépôt tardif de leur demande. Il n'y a pas eu de «dysfonctionnement» qui nécessiterait de quelconques sanctions. Par contre, l'on vise à transmettre plus activement à l'avenir de telles informations aux organisateurs de manifestations. Enfin, le Conseil municipal est parvenu à la conclusion qu'il faut procéder à certaines améliorations, mentionnées dans les réponses ci-après.

3. Comment expliquer que les organisateurs de «Beachtown» aient pu commencer à installer leur matériel alors qu'ils ne bénéficiaient pas encore de toutes les autorisations nécessaires ? Cette pratique singulière est-elle courante ?

Les organisateurs ont commencé à mettre en place «Beachtown» avant d'en obtenir l'autorisation et sans en informer le Conseil municipal. Après que celui-ci eut été mis au courant des travaux en cours, il a immédiatement ouvert la discussion sur l'état de la situation. Il s'est vite avéré que la mouture 2013 de «Beachtown» devait être autorisée selon le principe de la bonne foi, tout en l'accompagnant de charges très importantes. Par conséquent, il n'était pas judicieux de prononcer une suspension des travaux. Le Conseil municipal est d'avis que la procédure choisie était légitime et raisonnable.

4. Le processus qui a débouché sur l'octroi de l'autorisation nécessaire à «Beachtown» a-t-il pleinement respecté les règlements communaux et autres lois – par exemple en matière de protection de l'environnement (notamment de la faune, riche en cet endroit) ?

Il n'est pas possible de répondre définitivement à cette question, étant donné que certaines questions fondamentales n'avaient à l'époque pas encore été clarifiées. Il se posait par exemple la question de la conformité de «Beachtown» à l'affectation de parties de la zone correspondante. Vu que ses organisateurs avaient déposé leur demande en toute bonne foi et que la manifestation avait déjà été autorisée sous cette forme l'année précédente, le Conseil municipal leur a octroyé une nouvelle autorisation en 2013.

5. Les règlements communaux permettant la location à des tiers d'une partie de l'espace public sont-ils suffisants ? Garantissent-ils une parfaite égalité de traitement entre l'ensemble des associations et personnes privées désirant y organiser des manifestations à caractère commercial ?

La réglementation actuelle, qui prévoit une utilisation plutôt restreinte de l'espace public pour de longues durées, est complétée par une pratique admettant des affectations temporaires à caractère événementiel très diverses. Cette façon de procéder a fait ses preuves. La réglementation concernant l'exploitation (p. ex. aucune obligation de consommer), les modalités d'attribution des emplacements ou l'accès public au lac n'est pas encore fixée dans un acte juridique contraignant. Le Conseil municipal estime cependant que cela devrait être le cas. Par conséquent, il a décidé d'analyser les bases juridiques en ce sens. L'objectif est de préciser le catalogue général des critères d'évaluation permettant de juger de l'admissibilité des affectations de l'espace public ainsi que d'améliorer la sécurité du droit.

6. Le Conseil municipal n'est-il pas d'avis que les espaces publics et les infrastructures financés et entretenus par la Ville doivent prioritairement rester libres d'accès et sans restriction – sous réserve d'éventuels problèmes de sécurité ?

Le Conseil municipal estime qu'il faut faire la différence entre les manifestations à caractère événementiel, répondant à un intérêt public et intégrant souvent aussi accessoirement une composante commerciale, et les événements purement commerciaux. Il est incontestable que les Prés-de-la-Rive, en tant que zone de détente de proximité, sont mis à disposition de manifestations plusieurs fois par an dans l'intérêt de la population (p. ex. «Big Bang»). Ces manifestations sont par principe ouvertes à l'ensemble de la population. Elles présentent donc un intérêt public plus élevé que les simples exploitations commerciales, même si leurs organisateurs sont en partie obligés de faire payer un prix d'entrée pour couvrir leurs frais.

Par contre, le Conseil municipal pense qu'il faut examiner dans quelle mesure des manifestations impliquant une obligation d'achat et privatisant pratiquement une partie de l'espace vert peuvent y avoir lieu. Il convient de veiller en particulier au maintien du libre accès au lac et au respect de la Loi cantonale sur les rives des lacs et des rivières (LRLR; RSB 704.1). Néanmoins, une application flexible de ces dispositions doit rester possible pour les événements de quelques jours, comme cela est déjà le cas et comme les autorités cantonales le tolèrent également.

7. L'Exécutif est-il prêt à proposer un catalogue de mesures concrètes permettant de revaloriser et rendre plus attractifs les Prés-de-la-Rive ? Si oui, quel est son calendrier ?

Le Conseil municipal comprend la requête de l'intervenant, mais ne prévoit aucune mesure concrète dans un proche avenir au vu de la situation financière tendue de la Ville de Bienne. Toutefois, il y a lieu de tenir compte que des mesures compensatoires éventuellement nécessaires lors de la réalisation de la semi-jonction de l'A5 au Faubourg du Lac ouvriraient ici de nouvelles possibilités.

Bienne, le 27 novembre 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:
Erich Fehr

La chancelière municipale:
Barbara Labbé

Annexe: interpellation 20130233

Vorstoss Nr./Interv. no: 130233
Termin GR/Délai CM: 20.11.13
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport: STK

Bienne, le 6 juin 2012
Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

INTERPELLATION

« BEACHTOWN, LE NOUVEAU FEUILLETON DE L'ÉTÉ » ?

Le 5 juin 2013, le Conseil municipal a accordé une autorisation permettant aux organisateurs de « Beachtown » de tenir à nouveau leur manifestation privée (et appréciée d'une partie de la population !) sur les Prés-de-la-Rive. Mais une fois de plus, son octroi a entraîné de vives polémiques.

Dans son communiqué, l'Exécutif, plus précisément le département concerné, celui de L'Action Sociale et la Sécurité, avait alors assorti cette autorisation de conditions nouvelles. Mais cette annonce ne rassure pas pleinement la fraction socialiste. Le Conseil municipal est donc prié de répondre aux questions suivantes :

- Avec le recul, comment l'Exécutif peut-il expliquer les « couacs à répétition » intervenus depuis le lancement de ce projet lors de l'octroi des autorisations nécessaires à sa tenue ?
- Y'a-t-il eu des dysfonctionnements au sein du ou des département(s) concerné(s) ? Si oui, quelles mesures, voire quelles sanctions le Conseil municipal entend-il prendre ?
- Comment expliquer que les organisateurs de « Beachtown » aient pu commencer à installer leur matériel alors qu'ils ne bénéficiaient pas encore de toutes les autorisations nécessaires ? Cette pratique singulière est-elle courante ?
- Le processus qui a débouché sur l'octroi de l'autorisation nécessaire à « Beachtown » a-t-il pleinement respecté les règlements communaux et autres lois – par exemple en matière de protection de l'environnement (notamment de la faune, riche en cet endroit ?)
- Les règlements communaux permettant la location à des tiers d'une partie de l'espace public sont-ils suffisants ? Garantissent-ils une parfaite égalité de traitement entre l'ensemble des associations et personnes privées désirant y organiser des manifestations à caractère commercial ?
- Le Conseil municipal n'est-il pas d'avis que les espaces public et les infrastructures financés et entretenus par la Ville doivent prioritairement rester libres d'accès et sans restriction – sous réserve d'éventuels problèmes de sécurité ?
- L'Exécutif est-il prêt à proposer un catalogue de mesures concrètes permettant de revaloriser et rendre plus attractifs les Prés-de-la-Rive ? Si oui, quel est son calendrier ?

Mohamed Hamdaoui, fraction socialiste

Annexe n°14

Réponse

à l'interpellation 20130234, Claire Magnin, Les Verts, «Beach Town»

Par le biais de la présente interpellation, l'intervenante adresse cinq questions au Conseil municipal, qui trouvent réponse ci-dessous.

L'autorisation de manifestations aux Prés-de-la-Rive s'appuie sur l'Ordonnance du 18 juin 1993 concernant les manifestations aux Prés-de-la-Rive (RDCo 552.15). Celle-ci établit notamment:

- que les manifestations qui se déroulent aux Prés-de-la-Rive sont soumises à autorisation,
- qu'un groupe de coordination «Prés-de-la-Rive» est mis en place pour décider de l'octroi des autorisations, sur proposition de l'Inspection de police,
- que le Conseil municipal fixe, sur proposition du groupe de coordination, le nombre annuel maximum et la durée des manifestations en soirée qui occasionnent du bruit.

L'autorisation de la manifestation mentionnée en titre a été accordée par principe par le groupe de coordination, resp. l'Inspection de police. La limitation temporelle et quantitative des manifestations par année est fixée par le Conseil municipal. Dans le cas présent, en tant qu'organe suprême de police locale, ce dernier a repris la compétence d'octroi de l'autorisation parce qu'il le jugeait nécessaire politiquement et que le droit ne s'y oppose pas. Au vu des expériences faites avec «Beachtown», le Conseil municipal a décidé, en outre, de réexaminer la procédure et la pratique en vigueur pour octroyer des autorisations et de les soumettre à une analyse approfondie.

1. **Comment se fait-il qu'une telle installation ait été possible sans autorisation préalable des autorités compétentes ?**

Les autorisations ont toujours été octroyées; mais il est vrai qu'en 2013, elles l'ont été en grande partie après coup. L'autorisation octroyée par le Conseil municipal pour utiliser l'espace public – et sans laquelle l'obtention des autorisations du préfet n'aurait pas non plus été possible – l'a été seulement après la mise en place et l'ouverture de la manifestation. Cela s'explique par le fait que la demande d'autorisation écrite, motivée et documentée n'a été déposée que très tardivement. Dans ce contexte, il s'est avéré que la procédure employée jusqu'alors (traitement plus ou moins verbal des procédures entre l'Inspection de police et les requérants) n'était pas adaptée pour des manifestations de la dimension et de la complexité de «Beachtown». C'est pourquoi les requérants ont dû compléter leur documentation et déposer leur demande après coup à l'attention du Conseil municipal. Au moment de la mise en place de «Beachtown», la demande avait été déposée, mais la procédure était en cours. Au vu des garanties importantes déjà données verbalement aux requérants avant la prise de décision et sans que le Conseil municipal le sache, en vue de la réalisation de cette manifestation aux Prés-de-la-Rive, la mouture 2013 de «Beachtown» a été autorisée a posteriori selon le principe de la bonne foi, tout en l'accompagnant de charges très importantes. Dans sa motivation, le Conseil municipal a toutefois clairement indiqué qu'une prochaine édition de cette manifestation aux Prés-de-la-Rive ne pourrait plus être autorisée sans autre.

2. En l'absence d'une autorisation, pourquoi la police n'est-elle pas intervenue pour stopper cette installation ?

Voir réponse à la question 2.

3. Les règles en vigueur dans cet espace (pas de chiens, pas de vélos, pas de pic-nic) ont-elles reçu l'aval des autorités compétentes ?

L'autorisation accordée par le Conseil municipal ne contenait aucune disposition explicite concernant les règles citées dans la question. Les règles applicables dans le périmètre de «Beachtown» ont été fixées par ses exploitants. Dans la mesure où elles n'étaient pas compatibles avec les charges fixées par le Conseil municipal, elles ont été adaptées sur intervention expresse des autorités municipales compétentes. Les exploitants de «Beachtown» ont tout d'abord eu de la peine à accepter, puis à mettre en œuvre les charges de la Ville, ce qui a encore une fois occasionné des problèmes et de la mauvaise humeur. Le plan de zones en vigueur aux Prés-de-la-Rive, avec ses prescriptions d'utilisation, s'applique aussi durant les manifestations. Elles ne peuvent pas être modifiées par les organisateurs. Dans le cas présent, cela signifie que les chiens étaient autorisés, mais devaient être tenus en laisse et que les personnes fréquentant les Prés-de-la-Rive avaient aussi le droit de pique-niquer dans le périmètre de «Beachtown».

4. Le Conseil municipal entend-il poursuivre l'octroi d'espaces publics à des privés et à des fins commerciales ?

L'espace public sur le territoire communal est divisé en différentes catégories, découlant du régime d'affectation du droit de la planification. Ainsi, des espaces publics situés dans les secteurs à bâtir et zones industrielles du centre-ville sont régulièrement mis à disposition pour la tenue de marchés par exemple ou, par décision, pour une utilisation exclusive limitée dans le temps contre paiement d'un émolument. Le Conseil municipal ne peut ni ne veut décider de ne plus mettre à disposition l'espace public à des privés ou à des fins commerciales, pour autant que l'utilisation envisagée soit conforme au plan de zones. Cependant, il reconnaît qu'il est nécessaire de revoir les critères et la procédure d'octroi des autorisations, et procède actuellement au remaniement des bases correspondantes. Il convient d'accorder une attention particulière au plan d'affectation de l'espace public concerné avant d'autoriser telle ou telle manifestation. Dans les zones industrielles, les utilisations commerciales sont conformes à leur affectation, tandis que ce n'est pas le cas, ou que dans une mesure très limitée, aux Prés-de-la-Rive, qui sont un secteur d'utilité publique.

5. A quelles conditions financières cet espace public a-t-il été octroyé au tenancier du Beach Town ?

Un émolument de 9200 fr. a été perçu pour l'organisation de la manifestation «Beachtown» aux Prés-de-la-Rive. Les frais de remise en état des infrastructures municipales, en particulier du gazon, ont également dû être supportés par les organisateurs de «Beachtown».

Bienne, le 27 novembre 2013

Au nom du Conseil municipal

Le maire:
Erich Fehr

La chancelière municipale:
Barbara Labbé

Annexe: interpellation 20130234

Vorstoss Nr./Interv. no: 130234
Termin GR/Délai CM: 20.11.13
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Corapport: STK

Interpellation

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Beach Town

L'espace public est utilisé à la place de l'Europe par le Beach Town et ceci durant tout l'été. Des protestations se sont exprimées contre cette occupation d'un espace de rencontre largement utilisé, en particulier par les jeunes et par la population. Le conseil municipal est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment se fait-il qu'une telle installation ait été possible sans autorisation préalable des autorités compétentes ?
2. En l'absence d'une autorisation, pourquoi la police n'est-elle pas intervenue pour stopper cette installation ?
3. Les règles en vigueur dans cet espace (pas de chiens, pas de vélos, pas de pic-nick) ont-elles reçu l'aval des autorités compétentes ?
4. Le conseil municipal entend-il poursuivre l'octroi d'espaces publics à des privés et à des fins commerciales ?
5. A quelles conditions financières cet espace public a-t-il été octroyé au tenancier du Beach Town ?

Claire Magnin
Les Verts Biel-Bienne
6.6.2013

SP
SP
SP
SP
46

Annexe n° 15

Beantwortung

der Interpellation 20130266, Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, "Macht die Mitgliedschaft von Biel/Bienne in der SKOS noch Sinn?"

Die Interpellantin fordert eine kritische Hinterfragung der SKOS-Richtlinien im Kanton Bern hinsichtlich deren Sinn und Zweck sowie deren Stellenwert. Sie begründet Ihren Vorstoss damit, dass die SKOS als privatrechtlicher Verein zunehmend die Interessen der Sozialhilfeempfänger vertrete obschon sie eigentlich diejenigen der Sozialämter vertreten sollte. Zudem habe die SKOS jegliche Realität zur heutigen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Situation verloren. Drei Einzelgemeinden seien deshalb aus der SKOS ausgetreten.

Der Gemeinderat nimmt dazu wie folgt Stellung:

Aufgrund der kantonalen Sozialhilfegesetzgebung bringt ein Austritt keine direkten Vorteile. Es wäre vielmehr zu untersuchen, wie die Städte resp. die Stadt Biel zusätzlichen Einfluss auf die künftige Ausgestaltung der SKOS-Richtlinien nehmen könnten.

Die konkreten Fragen der Interpellantin können wie folgt beantwortet werden:

1. ***Wie hoch ist der jährliche Mitgliederbeitrag der Stadt Biel an die SKOS?***

   Der Jahresbeitrag für die Stadt Biel beläuft sich auf CHF 3000.-. Dieser Betrag wird über den Lastenausgleich finanziert und belastet die Stadt Biel mit rund CHF 250.-.

2. ***Teilt der Gemeinderat die Ansicht verschiedener Praktiker, wonach die SKOS zusehends die Interessen der Sozialhilfebezüger anstelle derjenigen der Sozialämter vertritt?***

   Der Gemeinderat teilt diese Ansicht nicht. Die SKOS-Richtlinien stellen ein sehr hilfreiches Instrument zur Ausgestaltung der Sozialhilfe dar. Sie garantieren eine einheitliche Anwendung und Ausrichtung der Sozialhilfe in der ganzen Schweiz und verhindern so eine Armenjagd. Da die politischen und finanziellen Interessen der rund 2400 Gemeinden und der 26 Kantone sehr unterschiedlich sind, ist es wichtig, eine sachlich und fachlich begründete Richtlinie zu haben, welche in allen Gemeinwesen Gültigkeit hat um eine Ungleichbehandlung der Sozialhilfebeziehenden zu vermeiden. Die SKOS-Richtlinien bieten zudem Spielraum bei der Umsetzung für die einzelnen Kantone und Gemeinden. Sie werden von Vertreterinnen und Vertretern von Gemeinden und Kantonen erarbeitet und regelmässig den aktuellen Bedürfnissen angepasst.

3. ***Wie beurteilt der Gemeinderat die Signalwirkung, wenn Biel aus der SKOS austreten würde?***

   Die Wirkung eines Austritts ist aus Sicht des Gemeinderates schwierig zu beurteilen. Die erzielte Einsparung wäre aber geringfügig. Klar ist hingegen, dass die SKOS-Richtlinien weiter angewendet werden müssten, da sie in der kantonalen Sozialhilfegesetzgebung verankert und dadurch verbindlich sind.

4. ***Ist der Gemeinderat bereit, Anstalten zu treffen, um den Gemeinden mehr Flexibilität im Umgang mit den SKOS-Richtlinien zu ermöglichen (z.B. in dem Vertreter des Gemeinderates beim Regierungsrat vorstellig werden oder Grossräte gebeten werden, im kantonalen Parlament Einfluss zu nehmen)?***

   Der Gemeinderat erachtet die SKOS-Richtlinien als ein taugliches und sinnvolles Instrument zur einheitlichen Ausgestaltung der Sozialhilfe in der gesamten Schweiz. Er ist sich aber bewusst, dass gewisse Anpassungen nötig sind und unterstützt entsprechende Revisionsdiskussionen der SKOS. Er nutzt die Möglichkeiten zum Einbringen von Vorschlägen zur Weiterentwicklung der SKOS-Richtlinien im Rahmen bestehender Kontakte mit den zuständigen kantonalen Stellen. Die Stadt Biel ist zudem in verschiedenen Gremien vertreten, in denen konkrete Anliegen eingebracht werden können.

Biel, 20. November 2013

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Der Vize-Stadtschreiber:
Erich Fehr	Julien Steiner

Beilage(n):
- Interpellation 20130266

Beilage 2

Vorstoss Nr./Interv. no: 130266
Termin: 20.11.2013
Direktion/Direction: DSS
Mitbericht/Co-rapport:

Interpellation

Stadtkanzlei/Chancellerie municipale

Macht die Mitgliedschaft von Biel/Bienne in der SKOS noch Sinn?

Die Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) ist ein privatrechtlicher Verein, der sich für die Ausgestaltung und die Entwicklung der Sozialhilfe in der Schweiz engagiert. Namentlich erlässt er Richtlinien über die Ausgestaltung und Bemessung der Sozialhilfe. Alle Kantone und zahlreiche Gemeinden – so auch Biel/Bienne – sind heute Mitglied der SKOS.

Die Tätigkeit der SKOS scheint bei den Gemeinden, welche den Vollzug der Sozialhilfe gewährleisten, zusehends auf Widerstand zu stossen. Kritisiert wird namentlich, dass die SKOS zusehends die Interessen der Sozialhilfeempfänger vertritt, obwohl sie eigentlich die Anliegen der Sozialämter vertreten müsste. «Es wäre, als ob Gewerkschaften bei Lohnverhandlungen die Interessen der Arbeitgeber vertreten würden», sagt der Rohrschacher Stadtpräsident Thomas Müller. Die SKOS habe «jegliche Realität zur heutigen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Situation verloren», kritisiert auch die Dübendorfer Sozialbehörde. Gerade bei Problemfällen fühlen sich Gemeinden offenbar zu wenig getragen. Kürzlich sind deshalb die Gemeinden Rohrschach (SG), Dübendorf (ZH) und Berikon (AG) aus der SKOS ausgetreten.

Sinn und Zweck der SKOS-Richtlinien und namentlich deren Stellenwert beim Vollzug der Sozialhilfe müssen deshalb auch im Kanton Bern kritisch hinterfragt werden. Dies gilt namentlich für die Stadt Biel mit ihrer überdurchschnittlich hohen Sozialhilfequote (11,4% gegenüber 4,1% im kantonalen Durchschnitt im Jahr 2011; *Quelle: „Kennzahlenvergleich zur Sozialhilfe in Schweizer Städten Berichtsjahr 2011", Städteinitiative Sozialhilfe*).

Im Kanton Bern hat der Regierungsrat die Richtlinien der SKOS für den Vollzug der individuellen Sozialhilfe als grundsätzlich verbindlich erklärt (Art. 8 SHV). Ein Austritt bernischer Gemeinden aus der SKOS hätte demnach auf die grundsätzliche Verbindlichkeit der SKOS-Richtlinien zwar nicht unmittelbar einen Einfluss. Dennoch darf die Signalwirkung nicht unterschätzt werden, wenn eine Gemeinde den Sinn und Zweck einer SKOS-Mitgliedschaft bzw. den Sinn, Zweck und die Ausgestaltung der SKOS-Richtlinien kritisch hinterfragt; sei es in Form eines Austritts aus der SKOS oder indem der Gemeinderat mit den ihm bzw. seinen Mitgliedern zur Verfügung stehenden Mitteln auf eine Flexibilisierung der heute bestehenden starren Anlehnung der individuellen Sozialhilfe an die SKOS hinarbeitet.

Aus diesem Grund stellen die Unterzeichnenden dem Gemeinderat folgende Fragen:

1. *Wie hoch ist der jährliche Mitgliederbeitrag der Stadt Biel an die SKOS?*
2. *Teilt der Gemeinderat die Ansicht verschiedener Praktiker, wonach die SKOS zusehends die Interessen der Sozialhilfebezüger anstelle derjenigen der Sozialämter vertritt?*
3. *Wie beurteilt der Gemeinderat die Signalwirkung, wenn Biel aus der SKOS austreten würde?*
4. *Ist der Gemeinderat bereit, Anstalten zu treffen, um den Gemeinden mehr Flexibilität im Umgang mit den SKOS-Richtlinien zu ermöglichen (z.B. indem Vertreter des Gemeinderates beim Regierungsrat vorstellig werden oder Grössräte gebeten werden, im kantonalen Parlament Einfluss nehmen)?*

Sandra Schneider
Fraktion SVP/Die Eidgenossen

Biel/Bienne, 26.06.2013

49